

**MEMORIAL**

**Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg**

**RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS**

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

**C — N° 444****27 avril 2004****SOMMAIRE**

<b>ADM Luxembourg, S.à r.l., Luxembourg . . . . .</b>	<b>21308</b>	<b>Lamfin S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>21298</b>
<b>ANFE Financing International S.A., Luxembourg .</b>	<b>21307</b>	<b>Lamfin S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>21306</b>
<b>Armatures S.A., Pontpierre . . . . .</b>	<b>21310</b>	<b>Maleika S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>21268</b>
<b>Aswi 2 S.A., Crauthem . . . . .</b>	<b>21291</b>	<b>Maleika S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>21268</b>
<b>Augustus Incentive S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>21312</b>	<b>Oskor S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>21273</b>
<b>Augustus Incentive S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>21312</b>	<b>P.C.I. Services, S.à r.l., Luxembourg . . . . .</b>	<b>21312</b>
<b>Augustus Incentive S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>21312</b>	<b>Pan African Investment Holdings S.A., Luxem- bourg . . . . .</b>	<b>21311</b>
<b>Augustus Incentive S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>21312</b>	<b>Parco di Veio, S.à r.l., Luxembourg . . . . .</b>	<b>21265</b>
<b>Britomatis S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>21293</b>	<b>Prasthan Investments S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>21307</b>
<b>Britomatis S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>21302</b>	<b>Ralux Holding S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>21305</b>
<b>Bureau J.M. Seil et Associé, S.à r.l., Merl . . . . .</b>	<b>21299</b>	<b>Ric French Properties Partnership II S.A., Luxem- bourg . . . . .</b>	<b>21270</b>
<b>Chavannes S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>21294</b>	<b>Ric French Properties Partnership II S.A., Luxem- bourg . . . . .</b>	<b>21270</b>
<b>Collette, S.à r.l., Reckange-sur-Mess . . . . .</b>	<b>21296</b>	<b>Ric French Properties Partnership S.A., Luxem- bourg . . . . .</b>	<b>21270</b>
<b>DAB Adviser II Funds, Sicav, Luxembourg . . . . .</b>	<b>21268</b>	<b>Ric French Properties Partnership S.A., Luxem- bourg . . . . .</b>	<b>21311</b>
<b>Dexia Asset Management Luxembourg S.A., Lu- xembourg . . . . .</b>	<b>21270</b>	<b>Roboto, S.à r.l., Junglinster . . . . .</b>	<b>21294</b>
<b>Eurocity 2 S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>21295</b>	<b>S.C.I. de la Chapelle, Luxembourg . . . . .</b>	<b>21301</b>
<b>Hifi Immobilière S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>21301</b>	<b>SBS Broadcasting S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>21302</b>
<b>Immobilière J.M. Seil, S.à r.l., Merl . . . . .</b>	<b>21300</b>	<b>SBS Broadcasting S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>21305</b>
<b>INRO Finance S.A.H., Luxembourg . . . . .</b>	<b>21307</b>	<b>Sport Consulting S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>21299</b>
<b>Isidor International S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>21307</b>	<b>Whitebox S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>21294</b>
<b>J.V.P.H. S.A.-Joint Venture Partnership Holding, Luxembourg . . . . .</b>	<b>21301</b>	<b>World Trade International S.A., Luxembourg . . .</b>	<b>21290</b>
<b>Jacmel. Lux, S.à r.l., Luxembourg . . . . .</b>	<b>21266</b>	<b>Ynvenytys S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>21299</b>
<b>Jacmel. Lux, S.à r.l., Luxembourg . . . . .</b>	<b>21267</b>		
<b>Jager Financement S.A., Luxembourg . . . . .</b>	<b>21296</b>		
<b>Koch Cellulose Luxembourg, S.à r.l., Luxembourg- Kirchberg . . . . .</b>	<b>21282</b>		
<b>Koch Worldwide Investments (Luxembourg), S.à r.l., Luxembourg-Kirchberg . . . . .</b>	<b>21273</b>		

**PARCO DI VEIO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 81.576.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(022816.3/211/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2004.

**JACMEL. Lux, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 43, Grand-rue.

R. C. Luxembourg B 78.084.

*Contrat de cession de parts sociales*

Entre:

La société PERNAL GROUP COMPANY, une société régie par le droit de Niue, établie et ayant son siège social à 2, Commercial Center Square, Alofi, Niue Island, représentée par Monsieur Frédéric Castera suivant procuration lui établie en date du 14 août 2000,

ci-après dénommée «le cédant»,

d'une part,

et:

Monsieur Frédéric Castera, employé privé, demeurant à L-1661 Luxembourg, 43, Grand-Rue,

ci-après dénommé «le cessionnaire»

d'autre part,

Il a été exposé ce qui suit:

La société à responsabilité limitée JACMEL. Lux, S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-1661 Luxembourg, 43, Grand-Rue a été constituée en datée du 27 septembre 2000 par-devant le Notaire Jean-Joseph Wagner de résidence à Sanem (Luxembourg), avec un capital social de 12.400,- Euros (douze mille quatre cents Euros), divisé en 124 parts sociales d'une valeur nominale de 100,- Euros (cent Euros) chacune.

La répartition du capital social est la suivante:

- Monsieur Frédéric Castera, préqualifié, détient 99 parts sociales de 100,- Euros chacune pour un total de 9.900 Euros (neuf mille neuf cents Euros).

- La société PERNAL GROUP COMPANY, préqualifiée, détient 25 parts sociales de 100,- Euros chacune pour un total de 2.500,- Euros (deux mille cinq cents Euros).

L'objet de la société consiste dans le négoce, l'importation sous toutes ses formes de tout article concernant l'équipement de la personne et toute activité similaire ou connexe.

Il a été convenu ce qui suit:

### **1. Objet du contrat**

Le cédant est propriétaire de 25 parts sociales.

Par les présentes le cédant cède et transporte sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière à Monsieur Frédéric Castera, préqualifié, cessionnaire, la pleine propriété de 12 parts sociales (douze) lui appartenant de la société JACMEL. Lux, S.à r.l.

Le cessionnaire sera subrogé dans les droits et obligations attachés aux parts cédées.

### **2. Prix du contrat**

Le cédant cède et transporte au cessionnaire qui accepte 12 parts sociales pour le prix de 100,- Euros chacune soit un total de 1.200,- Euros (mille deux cents Euros).

Le prix n'est pas divisible.

Les parties ont fixé la valeur de leur participation en pleine connaissance de cause, et plus particulièrement suivant prix statutaire, partant renoncent tant pour eux-mêmes que pour leurs ayants-droits à demander la résolution de la vente notamment pour erreur sur le prix.

Le prix sera acquitté au jour de signature des présentes.

### **3. Entrée en jouissance**

L'entrée en jouissance est fixée au 2 janvier 2004 avec tous les droits attachés aux parts sociales (droit de vote, droit aux dividendes en cas de distribution de résultat ou en cas de liquidation...)

### **4. Déclarations générales**

Les soussignés déclarent chacun en ce qui le concerne:

«qu'ils ont la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites et plus spécialement qu'ils ne font pas présentement l'objet d'une procédure collective ni ne sont susceptibles de l'être en raison de leurs professions et fonctions ni ne sont en état de cessation de paiement ou déconfiture.»

D'autre part,

«Conformément à l'article 9 des statuts, la présente cession a fait l'objet d'un accord unanime de tous les associés, qui acceptent et consentent expressément la présente cession».

### **5. Formalités de publicité et enregistrement**

Le cessionnaire s'engage à accomplir toutes formalités légales de dépôt et de publicité, conformément à l'article 1690 du Code civil.

Les présentes seront dûment enregistrées dans la quinzaine de leur signature.

Les frais seront supportés par le cessionnaire.

Fait à Luxembourg, le 2 janvier 2004.

En autant d'exemplaires que de parties, outre les exemplaires destinés à l'enregistrement.

Pour PERNAL GROUP COMPANY / -

F. Castera / F. Castera

Le cédant / Le cessionnaire

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2004, réf. LSO-AO00224. – Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(021854.2//67) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2004.

**JACMEL. Lux, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 43, Grand-rue.

R. C. Luxembourg B 78.084.

*Contrat de cession de parts sociales*

Entre:

La société PERNAL GROUP COMPANY, une société régie par le droit de Niue, établie et ayant son siège social à 2, Commercial Center Square, Alofi, Niue Island, représentée par Monsieur Frédéric Castera suivant procuration lui établie en date du 14 août 2000,

ci-après dénommée «le cédant»,  
d'une part,

Et:

Monsieur Pascal Einhorn, employé privé, demeurant à L- 1661 Luxembourg, 43, Grand-Rue,  
ci-après dénommé «le cessionnaire»  
d'autre part,

Il a été exposé ce qui suit:

La société à responsabilité limitée JACMEL. Lux, S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-1661 Luxembourg, 43, Grand-Rue a été constituée en date du 27 septembre 2000 par-devant le Notaire Jean-Joseph Wagner de résidence à Sanem (Luxembourg), avec un capital social de 12.400,- Euros (douze mille quatre cents Euros), divisé en 124 parts sociales d'une valeur nominale de 100,- Euros (cent Euros) chacune.

La répartition du capital social est la suivante:

- Monsieur Frédéric Castera, préqualifié, détient 99 parts sociales de 100,- Euros chacune pour un total de 9.900 (neuf mille neuf cents Euros)

- La société PERNAL GROUP COMPANY, préqualifiée, détient 25 parts sociales de 100,- Euros chacune pour un total de 2.500,- Euros (deux mille cinq cents Euros).

L'objet de la société consiste dans le négoce, l'importation sous toutes ses formes de tout article concernant l'équipement de la personne et toute activité similaire ou connexe.

Il a été convenu ce qui suit:

**1. Objet du contrat**

Le cédant est propriétaire de 25 parts sociales.

Par les présentes le cédant cède et transporte sous les garanties ordinaires de fait et de droit en la matière à Monsieur Pascal Einhorn, préqualifié, cessionnaire, la pleine propriété de 13 parts sociales (treize) lui appartenant de la société JACMEL. Lux, S.à r.l.

Le cessionnaire sera subrogé dans les droits et obligations attachés aux parts cédées.

**2. Prix du contrat**

Le cédant cède et transporte au cessionnaire qui accepte 13 parts sociales pour le prix de 100,- Euros chacune soit un total de 1.300,- Euros (mille trois cents Euros).

Le prix n'est pas divisible.

Les parties ont fixé la valeur de leur participation en pleine connaissance de cause, et plus particulièrement suivant prix statutaire, partant, renoncent tant pour eux-mêmes que pour leurs ayants droit à demander la résolution de la vente notamment pour erreur sur le prix.

Le prix sera acquitté au jour de signature des présentes.

**3. Entrée en jouissance**

L'entrée en jouissance est fixée au 2 janvier 2004 avec tous les droits attachés aux parts sociales (droit de vote, droit aux dividendes en cas de distribution de résultat ou en cas de liquidation...)

**4. Déclarations générales**

Les soussignés déclarent chacun en ce qui le concerne:

«qu'ils ont la pleine capacité civile pour s'obliger dans le cadre des présentes et de leurs suites et plus spécialement qu'ils ne font pas présentement l'objet d'une procédure collective ni ne sont susceptibles de l'être en raison de leurs professions et fonctions ni ne sont en état de cessation de paiement ou déconfiture.»

D'autre part,

«Conformément à l'article 9 des statuts, la présente cession a fait l'objet d'un accord unanime de tous les associés, qui acceptent et consentent expressément la présente cession.»

### 5. Formalités de publicité et enregistrement

Le cessionnaire s'engage à accomplir toutes formalités légales de dépôt et de publicité, conformément à l'article 1690 du code civil.

Les présentes seront dûment enregistrées dans la quinzaine de leur signature.

Les frais seront supportés par le cessionnaire.

Fait à Luxembourg, le 2 janvier 2004.

En autant d'exemplaires que de parties, outre les exemplaires destinés à l'enregistrement.

*Pour PERNAL GROUP COMPANY / -*

*F. Castera / P. Einhorn*

*Le cédant / Le cessionnaire*

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2004, réf. LSO-AO00226. – Reçu 18 euros.

*Le Receveur (signé): D. Hartmann.*

(021853.3/000/67) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 mars 2004.

---

#### **MALEIKA S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 3, rue des Bains.

R. C. Luxembourg B 96.536.

Il résulte de la décision du conseil d'administration de la société du 20 janvier 2004 que la société a transféré son siège social à l'adresse suivante: 3, rue des Bains, B.P. 848, L-2018 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 19 février 2004.

*Pour la société*

*Signature*

*Un mandataire*

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2004, réf. LSO-AO00065. – Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): D. Hartmann.*

(022313.3/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2004.

---

#### **MALEIKA S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 3, rue des Bains.

R. C. Luxembourg B 96.536.

#### *Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale des Actionnaires*

Il résulte de l'Assemblée Générale des Actionnaires de la société tenue à Luxembourg en date du 20 janvier 2004 que les résolutions suivantes ont été adoptées:

- Révocation de la société RONGWHELL INVESTMENT Ltd dont le siège social à P.O. Box 3152, Road Town, Tortola, British Virgin Islands de son mandat de commissaire aux comptes.

- Nomination de la société MILKYWAY GROUP Inc., dont le siège social se situe à Arango-Orillac Building, 2nd Floor, 54th Street, Panama, Republic of Panama, inscrite au Registre de commerce de Microjacket sous le numéro 443540, Document 551935, en qualité de commissaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 février 2004.

*Pour la société*

*Signature*

*Un mandataire*

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2004, réf. LSO-AO00064. – Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): D. Hartmann.*

(022316.2//21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2004.

---

#### **DAB ADVISER II FUNDS, Investmentgesellschaft mit variablem Kapital.**

Gesellschaftssitz: L-2951 Luxembourg, 50, avenue J.F. Kennedy.

H. R. Luxemburg B 76.343.

Im Jahre zweitausendundvier, am zwanzigsten Februar.

Vor dem Unterzeichneten, Anja Holtz, Notar mit Amtssitz in Wiltz (Grossherzogtum Luxemburg), in Vertretung von Notar Jean-Joseph Wagner, mit Amtssitz in Sassenheim (Grossherzogtum Luxemburg), in dessen Besitz und Verwahr gegenwärtige Urkunde verbleibt,  
in Luxemburg,

fand eine ausserordentliche Generalversammlung der Aktionäre von DAB ADVISER II FUNDS, (R.C.S. Luxemburg, Sektion B Nummer 76.343) eine Investmentgesellschaft mit variablem Kapital, mit Gesellschaftssitz in 50, avenue J.-F.

Kennedy, L-2951 Luxemburg, gegründet gemäß einer notariellen Urkunde, aufgenommen am 22. Juni 2000, welche im Mémorial C unter Nummer 562 vom 7. August 2000 veröffentlicht wurde, statt.

Die Satzung der Gesellschaft wurde zu letzt abgeändert, gemäss einer notariellen Urkunde, aufgenommen am 27. Juli 2001, veröffentlicht im Mémorial C unter der Nummer 747 vom 11. September 2001.

Die Versammlung wurde um 12.00 Uhr unter dem Vorsitz von Herrn Martin Emmerich, wohnhaft in Trier (Deutschland), eröffnet.

Der Vorsitzende bestimmte zum Protokollführer Frau Catia Paciotti-Luchetti, wohnhaft in Schifflingen (Luxemburg).

Die Versammlung bestimmte zum Wahlprüfer Frau Stephanie Carl, wohnhaft in Trier (Deutschland).

Der Vorsitzende erklärt die Sitzung eröffnet und gibt folgende Erklärungen ab, welche von dem amtierenden Notar zu Protokoll genommen werden:

I.- Die anwesenden oder vertretenen Aktieninhaber und die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien sind auf einer Anwesenheitsliste, unterschrieben von den Aktieninhabern oder deren Bevollmächtigte, dem Versammlungsbüro und dem amtierenden Notar, aufgeführt.

Diese Anwesenheitsliste sowie die Vollmachten der vertretenen Aktieninhaber bleiben gegenwärtiger Urkunde beigefügt um mit derselben zur Einregistrierung zu gelangen.

II.- Die gegenwärtige Generalversammlung wurde einberufen durch Einladung mit der hiernach angegebenen Tagesordnung, wie folgt:

- im Mémorial C Nummer 68 vom 19. Januar 2004 und Nummer 140 vom 4. Februar 2004;
- in der Tageszeitung Luxemburger Wort vom 19. Januar 2004 und vom 4. Februar 2004, und
- in der Tageszeitung Letzebuenger Journal vom 20. Januar 2004 und vom 4. Februar 2004.

Diese Einberufungsschreiben wurden der Generalversammlung zur Kenntnisnahme vorgelegt.

III.- Die Tagesordnung hat folgenden Wortlaut:

*Tagesordnung:*

- 1.- Beschluss der Auflösung der Gesellschaft.
- 2.- Ernennung der BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., vertreten durch Herrn Loris Di Vora zum Liquidator.

3.- Sonstiges.

IV.- Aus der vorbezeichneten Anwesenheitsliste geht hervor, dass von den zwei Millionen zehntausendsiebenhundertvierundsiebzig (2.010.774) sich im Umlauf befindenden Aktien, zweihundertachtundachtzigtausendneunhundertdrei (288.903) Aktien auf gegenwärtiger Generalversammlung vertreten sind.

Der Vorsitzende teilt der Versammlung mit, dass eine erste ausserordentliche Generalversammlung mit der derselben Tagesordnung schon für den 16. Januar 2004 einberufen worden war und dass diese Generalversammlung nicht beschlussfähig war, da die notwendige Anwesenheitsquote nicht erreicht war.

Gegenwärtige Generalversammlung ist nun gemäss Artikel 67-1 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften beschlussfähig, gleich wie viele Aktien zugegen anwesend oder vertreten sind.

Alsdann wird nach Eintritt in die Tagesordnung einstimmig folgende Beschlüsse gefasst:

*Erster Beschluss*

Nachdem die Generalversammlung die Gründe der Liquidation der DAB ADVISER II FUNDS, gehört hat, beschließt die ausserordentliche Generalversammlung dieselbe Gesellschaft mit sofortiger Wirkung aufzulösen welche nunmehr nur noch für ihre Liquidation besteht.

*Zweiter Beschluss*

Die ausserordentliche Generalversammlung bestimmt und ernennt zum alleinigen Liquidator:

Die Gesellschaft BANQUE GENERALE DU LUXEMBOURG S.A., eine Aktiengesellschaft, mit Gesellschaftssitz in 50, avenue J.-F. Kennedy, L-2951 Luxembourg (R. C. Luxembourg, Sektion B Nr. 6.481), vertreten durch Herrn Loris Di Vora, Angestellter, mit beruflicher Anschrift in 50, avenue J.-F. Kennedy, L-2951 Luxembourg.

*Dritter Beschluss*

Der Liquidator hat die weitgehendsten Befugnisse, so wie diese durch das Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und durch die späteren Abänderungsgesetze vorgesehen sind, um die Liquidation durchzuführen.

Er kann insbesondere alle Handlungen durchführen welche in den Artikeln 144 und 145 des Gesetzes vom 10. August 1915 vorgesehen sind, ohne eine vorherige Genehmigung durch die Generalversammlung beantragen zu müssen.

Der Liquidator kann die in Liquidation gesetzte Gesellschaft durch seine alleinige Unterschrift rechtsgültig und uneingeschränkt vertreten.

Da keine weiteren Angelegenheiten der Versammlung vorliegen, wurde diese daraufhin um 12.05 Uhr geschlossen.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an die Komparenten, alle dem instrumentierenden Notar nach Namen, gebräuchlichem Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, haben alle mit dem Notar die gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: M. Emmerich, C. Paciotti-Luchetti, S. Carl, A. Holtz.

Einregistriert in Esch an der Alzette, am 27. Februar 2004, Band 883, Blatt 48, Feld 7. – Erhalten 12 euros.

*Der Einnnehmer ff (gezeichnet): Oehmen.*

Für gleichlautende Ausfertigung, erteilt zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Sammlung für Gesellschaften und Vereinigungen.

Beles, den 10. März 2004.

J.-J. Wagner.

(022332.3/239/77) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2004.

**RIC FRENCH PROPERTIES PARTNERSHIP II S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 3, rue des Bains.  
R. C. Luxembourg B 93.713.

Il résulte de la décision unique du conseil d'administration de la société du 11 février 2004 que la société a transféré son siège social à l'adresse suivante: 3, rue des Bains, B.P. 848, L-2018 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 18 février 2004.

*Pour la société*

Signature

*Un mandataire*

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2004, réf. LSO-AO00075. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(022319.3/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2004.

---

**RIC FRENCH PROPERTIES PARTNERSHIP II S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 3, rue des Bains.  
R. C. Luxembourg B 93.713.

Il résulte de l'assemblée générale tenue le 25 février 2004 que les décisions suivantes ont été adoptées:

- Il est mis fin au mandat de commissaire aux comptes de la société CORPORATE FINANCE BUSINESS LIMITED;
- La société MILKYWAY GROUP Inc., dont le siège social se situe à Arango-Orillac Building, 2nd Floor, 54th Street, Panama, République de Panama, inscrite au Registre de commerce de Microjacket sous le numéro 443540, Document 551935, est nommée commissaire aux comptes jusqu'à l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes clos en 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 25 février 2004.

*Pour la société*

Signature

*Un mandataire*

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2004, réf. LSO-AO00077. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(022321.2//19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2004.

---

**DEXIA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg.  
R. C. Luxembourg B 37.647.

*Extrait du procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 23 février 2004*

Après un échange de vues, le Conseil d'administration a pris, à l'unanimité des voix, la résolution suivante:

*Cinquième résolution*

Le Conseil d'administration prend acte des démissions de Messieurs Jean Van der Spek et Bernard L'Hoost de leurs fonctions d'Administrateurs de DEXIA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A.

Le Conseil décide de coopter:

- Monsieur Pierre Malevez, Conseiller du Comité de direction de DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A. à la fonction d'Administrateur en remplacement de Monsieur Jean Van der Spek et
- Monsieur Christophe Burm, Directeur Marketing Private Personal & Retail Banking de DEXIA BANQUE BELGIQUE S.A. à la fonction d'administrateur en remplacement de Monsieur Bernard L'Hoost.

Suite aux diverses modifications, la nouvelle composition du Conseil d'administration de DEXIA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A. est la suivante:

- a) Monsieur Christophe Burm, Directeur Marketing Private Personal & Retail Banking de DEXIA BANQUE BELGIQUE S.A. demeurant à Grimbergen, Belgique;
- b) Madame Martine Decamps, Vice-Présidente du Comité de direction de DEXIA BANQUE BELGIQUE S.A., demeurant à Bruxelles, Belgique;
- c) Monsieur Marc Hoffmann, Président du Conseil d'administration de DEXIA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A., Président du Comité de direction de DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., demeurant à Ell, Luxembourg;
- d) Monsieur Philippe Jouard, Membre du Comité de direction de DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., demeurant à Luxembourg;
- e) Monsieur Hugo Lasat, Président du Comité Exécutif de DEXIA ASSET MANAGEMENT, Administrateur-délégué de DEXIA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A., demeurant à Leuven, Belgique;

f) Monsieur Jean-Yves Maldague, Président du Comité de direction de DEXIA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A., Administrateur-délégué de DEXIA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A., demeurant à Mont-Saint-Guibert, Belgique;

g) Monsieur Pierre Malevez, Conseiller du Comité de direction de DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., demeurant à Steinfort, Luxembourg;

h) Monsieur Michel Malpas, Membre du Comité de direction de DEXIA BANQUE INTERNATIONALE A LUXEMBOURG S.A., demeurant à Luxembourg.

*Sixième résolution*

1. Modification des pouvoirs de signature

Aux fins d'engager valablement la société et par application de l'article 5 des statuts, le Conseil d'administration décide d'attribuer un pouvoir de signature, aux personnes suivantes:

*Pouvoirs de signature relatifs à la gestion de  
DEXIA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A.*

Actes visés:

Type 1: Toutes opérations financières engageant la société DEXIA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A.

Type 2: Paiement de factures pour le compte de la société DEXIA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A.

Personnes recevant mandat:

Type A: Néant

Type B: Néant

Suppression:

Type A: Néant

Type B: Néant

Pouvoirs:

- Pour les actes de type 1:

Au-dessus de EUR 250.000,-: deux signatures de type A

En-dessous de EUR 250.000,-: une signature de type A et une signature de type B

- Pour les actes de type 2:

Au-dessus de EUR 125.000,-: deux signatures de type A

De EUR 25.000,- à EUR 125.000,-: une signature de type A et une signature de type B

En-dessous de EUR 25.000,-: deux signatures de type B

*Pouvoirs de signature relatifs à l'activité de gestion de portefeuilles de clients et gestion de fonds de  
DEXIA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A.*

Actes visés:

Type 1: Signature des contrats de gestion

Type 2: Opérations financières (achat, vente de titres, autres opérations ...) pour le compte de clients

Personnes recevant mandat:

Type A: Néant

Type B: Oliver Bayer

Suppressions:

Type A: Néant

Type B: Néant

Pouvoirs:

- Les actes de type 1 doivent être visés par une signature de type A et une signature de type B.

- Les actes de type 2 peuvent être visés par une signature de type B.

*Pouvoirs de signature relatifs à la gestion de  
DEXIA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A., Succursale de Genève*

Actes visés:

Type 1: Toutes opérations financières engageant la société DEXIA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A., Succursale de Genève

Type 2: Paiement de factures pour le compte de la société DEXIA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A., Succursale de Genève

Personnes recevant mandat:

Type A: Néant

Type B: Néant

Suppression:

Type A: Néant

Type B: Néant

Pouvoirs:

- Pour les actes de type 1:

Au-dessus de EUR 250.000,-: deux signatures de type A

En-dessous de EUR 250.000,-: une signature de type A et une signature de type B

- Pour les actes de type 2:  
Au-dessus de EUR 125.000,-: deux signatures de type A  
De EUR 25.000,- à 125.000,-: une signature de type A et une signature de type B  
En-dessous de EUR 25.000,-: deux signatures de type B

## 2. Liste globale des pouvoirs de signature

Le Conseil d'administration approuve la Liste des Pouvoirs de signature de DEXIA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A. et de DEXIA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A., Succursale de Genève détaillée ci-après:

*Liste des Pouvoirs de signature de  
DEXIA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A. et de  
DEXIA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A., Succursale de Genève*

Dispositions générales

Siège social du Grand-Duché de Luxembourg.

*Pouvoirs de signature relatifs à la gestion de DEXIA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG*

Actes visés:

Type 1: Toutes opérations financières engageant la société DEXIA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG.

Type 2: Paiement de factures pour le compte de la société DEXIA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG.

Personnes recevant mandat:

Type A:

- Lasat Hugo
- Maldague Jean-Yves
- Ory Michel
- Peters Alain

Type B:

- Defawe Mireille
- Sibella Christian
- Vandeginste Sabine

Pouvoirs:

- Pour les actes de type 1:  
- Au-dessus de EUR 250.000,-: deux signatures de type A  
- En-dessous de EUR 250.000,-: une signature de type A et une signature de type B
- Pour les actes de type 2:  
- Au-dessus de EUR 125.000,-: deux signatures de type A  
- De EUR 25.000,- à 125.000,-: une signature de type A et une signature de type B  
- En-dessous de EUR 25.000,-: deux signatures de type B

*Pouvoirs de signature relatifs à l'activité de Gestion de portefeuilles de clients et Gestion de fonds*

Actes visés:

Type 1: Signature des contrats de gestion

Type 2: Opérations financières (achat, vente de titres, autres opérations,...) pour le compte de clients

Personnes recevant mandat

Type A:

- Lasat Hugo
- Maldague Jean-Yves
- Peters Alain

Type B:

- Baltzer Sébastien
- Bayer Oliver
- Brossel Jacques
- Cegarra Alexandre
- Comiant Luc
- Debusschere Jean-Sébastien
- De Souter Kris
- De Vinck Juan
- Goemans Olivier
- Jusseret André
- Kerrens Pierre
- Lorenzen Per
- Michelin Frédéric
- Pechon Edouard
- Rotenberg Olivier
- Zangarini Romaine

Pouvoirs:

- Les actes de type 1 doivent être visés par une signature de type A et une signature de type B
- Les actes de type 2 peuvent être visés par une signature de type B



Dispositions générales: Succursale de Genève

*Pouvoirs de signature relatifs à la gestion de  
DEXIA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG, Succursale de Genève*

Actes visés:

Type 1: Toutes opérations financières engageant la société DEXIA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG, Succursale de Genève

Type 2: Paiement de factures pour le compte de la société DEXIA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG, Succursale de Genève

Personnes recevant mandat:

Type A:

- Lasat Hugo
- Maldague Jean-Yves
- Ory Michel

Type B:

- Sibella Christian

Pouvoirs:

- Pour les actes de type 1:
- Au-dessus de EUR 250.000,-: deux signatures de type A
- En-dessous de EUR 250.000,-: une signature de type A et une signature de type B
- Pour les actes de type 2:
- Au-dessus de EUR 125.000,-: deux signatures de type A
- De EUR 25.000,- à 125.000,-: une signature de type A et une signature de type B
- En-dessous de EUR 25.000,-: deux signatures de type B

Le Conseil d'administration approuve les pouvoirs de signature proposés.

Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2004

DEXIA ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A.

J.-Y. Maldague / H. Lasat

*Administrateurs-Délégués*

Enregistré à Luxembourg, le 10 mars 2004, réf. LSO-AO02162. – Reçu 24 euros.

*Le Receveur (signé): D. Hartmann.*

(022011.3/1769/184) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2004.

---

**OSKOR S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.

R. C. Luxembourg B 80.837.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 4 mars 2004, réf. LSO-AO00819, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 mars 2004.

Signature.

(022450.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

---

**KOCH WORLDWIDE INVESTMENTS (LUXEMBOURG), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Registered office: L-2121 Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons Malades.

R. C. Luxembourg B 99.512.

**STATUTES**

In the year two thousand and four, on the second of March.

Before Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared the following:

KOCH WORLDWIDE INVESTMENTS, Inc., a company governed by the laws of the State of Delaware, with registered office at 2711 Centerville Road, Wilmington, DE 19803, United States of America, registered with the Secretary of State of Delaware under no. SRV 040103672 - 3764360,

represented by Laurent Schummer, lawyer, residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy given at Wichita, Kansas, USA on February 21, 2004.

The above mentioned proxy, signed by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, acting in the above stated capacities, has drawn up the following articles of incorporation of a limited liability company:

**Chapter I.- Form, Name, Registered office, Object, Duration.**

**Art. 1. Form, Name.** There is established by the single shareholder a Gesellschaft mit beschränkter Haftung (the «Company») governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, especially the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, and by the present articles of Incorporation (the «Articles of Incorporation»).

The Company is initially composed of one single shareholder, owner of all the shares. The Company may however at any time be composed of several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders, notably as a result of the transfer of shares or the issue of new shares.

The Company will exist under the name of KOCH WORLDWIDE INVESTMENTS (LUXEMBOURG), S.à r.l.

**Art. 2. Registered office.** The Company will have its registered office in the municipality of the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the municipality of the City of Luxembourg by a resolution of the Manager(s) or of the Board of Managers, as the case may be.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Manager(s) or of the Board of Managers.

In the event that in the view of the Manager(s) or of the Board of Managers extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by one of the bodies or persons entrusted with the daily management of the Company.

**Art. 3. Object.** The object of the Company is the acquisition and holding of interests in Luxembourg and/or in foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such holdings.

The Company may provide any financial assistance to the undertakings forming part of the group of the Company such as, among others, the providing of loans and the granting of guarantees or securities in any kind or form.

The Company may also use its funds to invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form.

The Company may borrow in any kind or form and privately issue bonds or notes.

In a general fashion the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

**Art. 4. Duration.** The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved by decision of the single shareholder or by a decision of the general meeting voting with the quorum and majority rules provided by law.

## Chapter II.- Capital, Shares.

**Art. 5. Subscribed capital.** The issued capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) divided into five hundred (500) shares, with a par value of twenty-five euros (EUR 25.-) each, all of which are fully paid up.

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

**Art. 6. Shares.** Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of shareholders. Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation of the Company and the resolutions of the single shareholder or the general meeting of shareholders.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

The single shareholder may transfer freely its shares when the Company is composed of a single shareholder. The shares may be transferred freely amongst shareholders when the Company is composed of several shareholders. The shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the capital.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in pursuance of article 1690 of the Civil Code.

The Company may redeem its own shares in accordance with the provisions of the law.

**Art. 7. Increase and reduction of Capital.** The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the single shareholder or by a resolution of the shareholders voting with the quorum and majority rules set by these Articles of Incorporation or, as the case may be, by the law for any amendment of these Articles of Incorporation.

**Art. 8. Incapacity, bankruptcy or insolvency of a Shareholder.** The incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the single shareholder or any of the shareholders does not put the Company into liquidation.

## Chapter III.- Manager(s), Board of Managers, Statutory Auditors.

**Art. 9. Manager(s).** The Company will be managed and administered by one (1) manager or several managers which, if their number is three and more, may form a board of managers (referred to as the «Board of Managers») and who need not be shareholders (the «Manager(s)»).

The Manager(s) will be elected by the single shareholder or by the shareholders' meeting, which will determine their number, for a period not exceeding six years, and they will hold office until his/their successor(s) are elected. They are re-eligible, but they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the single shareholder or by a resolution of the shareholders' meeting.

**Art. 10. Board of Managers.** The Board of Managers, if existing, will appoint from among its members a chairman (the «Chairman»). It may also appoint a secretary, who need not be a Manager and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers and of the shareholders.

The Board of Managers will meet upon call by the Chairman. A meeting of the Board of Managers must be convened if any two Managers so require.

The Chairman will preside at all meetings of the board of Managers and of the shareholders (if any), except that in his absence the Board of Managers may appoint another Manager and the general meeting of shareholders may appoint any other person as chairman pro tempore by vote of the majority present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least one week's notice of board meetings shall be given in writing, by fax or by telegram. Any such notice shall specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by the consent in writing, by fax or by telegram of each Manager. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

Every Board meeting shall be held in Luxembourg or such other place as the Board of Managers may from time to time determine.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing another Manager as his proxy.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or the representation of a majority of the Managers holding office. Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting.

One or more members may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting.

In case of urgency, a written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

**Art. 11. Minutes of meetings of the Board of Directors.** The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by the chairman of the meeting and by the secretary (if any). Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman and by the secretary (if any) or by any two members of the Board of Managers.

**Art. 12. Powers of the Manager(s) or of the Board of Managers.** Each of the Manager(s) individually or, in case there is a Board of Managers, the Board of Managers, is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by law or by the Articles of Incorporation to the single shareholder or the general meeting of shareholders are in the competence of the Manager(s) or of the Board of Managers.

**Art. 13. Delegation of Powers.** The Manager(s) or the Board of Managers may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or agents chosen by it.

**Art. 14. Conflict of Interests.** No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a Manager, associate, member, officer or employee of such other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any Manager or officer of the Company who serves as a Manager, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any Manager of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, he shall make known to the Board of Managers such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Manager's or officer's interest therein shall be reported to the single shareholder or to the next general meeting of shareholders.

**Art. 15. Representation of the Company.** The Company will be bound towards third parties by the signature of any single Manager or by the joint signatures or single signature of any persons to whom such signatory power has been delegated by the Manager(s) or by the Board of Managers, within the limits of such power.

**Art. 16. Statutory Auditors.** The supervision of the operations of the Company may be, and shall be in the cases provided by law, entrusted to one or more auditors who need not be shareholders.

The auditors, if any, will be elected by the single shareholder or by the general meeting of shareholders, as the case may be, which will determine the number of such auditors, for a period not exceeding six years, and they will hold office until their successors are elected. At the end of their term as auditors, they shall be eligible for re election, but they may be removed at any time, with or without cause, by the single shareholder or by the general meeting of shareholders, as the case may be, by a resolution of the shareholders' meeting.

#### Chapter IV.- Meeting of Shareholders.

**Art. 17. General Meeting of Shareholders.** If the Company is composed of one single partner, the latter exercises the powers granted by law to the general meeting of shareholders. Articles 194 to 196 and 199 of the law of August 10th, 1915, are not applicable to that situation.

If the Company is composed of no more than twenty five (25) shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the Manager(s) or by the Board of Managers to the shareholders by registered mail. In this latter case, the shareholders are under the obligation to, within a delay of fifteen days as from the receipt of the text of the proposed resolution, cast their written vote and mail it to the Company.

Unless there is only one single partner, the shareholders may meet in a general meeting of shareholders upon call in compliance with Luxembourg law by the Manager(s) or by the Board of Managers, subsidiarily, by the auditor or, more subsidiarily, by shareholders representing half the corporate capital. The notice sent to the shareholders in accordance with the law will specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted.

If all the shareholders are present or represented at a shareholders' meeting and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any meeting of the shareholders by appointing in writing, by fax or telegram as his proxy another person who need not be a shareholder.

Shareholders' meetings, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgement of the Manager(s) or of the Board of Managers, which is final, circumstances of force majeure so require.

**Art. 18. Powers of the Meeting of Shareholders.** Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Subject to all the other powers reserved to the Manager(s) or to the Board of Managers by law or the Articles of Incorporation, it has the broadest powers to carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

**Art. 19. Annual General Meeting.** The annual general meeting, to be held only in case the Company has more than 25 shareholders, will be held at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting on 31 March at 2.00 p.m.

If such day is a public holiday, the meeting will be held on the next following business day.

**Art. 20. Procedure, Vote.** Any resolution whose purpose is to amend the present Articles of Incorporation or whose adoption is subject by virtue of these Articles of Incorporation or, as the case may be, the law to the quorum and majority rules set for the amendment of the Articles of Incorporation will be taken by a majority of shareholders representing at least three quarters of the capital.

Except as otherwise required by law or by the present Articles of Incorporation, all other resolutions will be taken by shareholders representing at least half of the capital.

One vote is attached to each share.

Copies or extracts of the minutes of the meeting to be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the by the Chairman or by any Manager.

#### Chapter V.- Financial Year, Distribution of Profits.

**Art. 21. Financial Year.** The Company's financial year begins on the first day of January in every year and ends on the last day of December.

**Art. 22. Adoption of financial statements.** At the end of each financial year, the accounts are closed, the Manager(s) or the Board of Managers draw up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the law.

The balance sheet and the profit and loss account are submitted to the single shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders for approval.

Each shareholder or its attorney-in-fact may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than 25 shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

**Art. 23. Appropriation of Profits.** From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

The single shareholder or the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholders as dividend.

Subject to the conditions fixed by law, the Manager(s) or the Board of Managers may pay out an advance payment on dividends. The Manager(s) or the Board of Managers fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

#### Chapter VI.- Dissolution, Liquidation.

**Art. 24. Dissolution, Liquidation.** The Company may be dissolved by a decision of the single shareholder or by a decision of the general meeting voting with the same quorum and majority as for the amendment of these Articles of Incorporation, unless otherwise provided by law.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the single shareholder or by the general meeting of shareholders, which will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company and of the expenses of liquidation, the net assets shall be distributed equally to the holders of the shares pro rata to the number of the shares held by them.

#### **Chapter VII.- Applicable Law.**

**Art. 25. Applicable Law.** All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Luxembourg law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended.

##### *Subscription and Payment*

The articles of incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, this party has subscribed for the number of shares and has paid in cash the amounts mentioned hereafter:

<i>Shareholder</i>	<i>subscribed capital (EUR)</i>	<i>number of shares</i>	<i>amount paid-in (EUR)</i>
KOCH WORLDWIDE .....	12,500.-	500	12,500.-
Total .....	12,500.-	500	12,500.-

Proof of all such payments has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

##### *Expenses*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately two thousand two hundred (2,200.-) euros.

##### *Transitory Provisions*

The first financial year will begin on the date of formation of the Company and will end on the last day of December 2004.

##### *Extraordinary General Meeting*

The sole shareholder, acting in lieu of the general meeting of shareholders, has taken immediately the following resolutions:

1 The sole shareholder resolved to set at one (1) the number of Managers and further resolved to appoint the following as single Manager for a period ending at the date of approval of the annual accounts for the financial year ended 31 December 2004:

- Mr James Bernard Hannan, Chief Financial Officer, KOCH MINERAL SERVICES, LLC, born in New Haven, Connecticut (United States of America) on April 19, 1966, and residing at 168 N. Chelmsford, Wichita, Kansas, 67230 (United States of America).

2. The registered office shall be at:

- 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg (Grand Duchy of Luxembourg).

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the German text, the English text will prevail.

The document having been read to the person appearing, the said person signed together with Us notary this original deed.

#### **Folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:**

Im Jahre zweitausendvier, am zweiten März.

Vor dem unterzeichnenden Notar André-Jean-Joseph Schwachtgen, mit dem Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

Ist erschienen:

KOCH WORLDWIDE INVESTMENTS, Inc., eine Gesellschaft, die dem Recht des Staates Delaware unterliegt, mit Sitz in 2711 Centerville Road, Wilmington, DE 19803, Vereinigte Staaten von Amerika, eingetragen durch den Staatssekretär des Staates Delaware unter der Nummer SRV 040103672 - 3764360,

vertreten durch Laurent Schummer, Anwalt, wohnhaft in Luxemburg,

aufgrund einer Vollmacht, gegeben in Wichita, Kansas, Vereinigte Staaten von Amerika, am 21. Februar 2004.

Die obengenannte Vollmacht, unterzeichnet von der erschienenen Person und dem amtierenden Notar, bleibt gegenwärtiger Urkunde beigefügt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die erschienene Partei, handelnd in der obengenannten Eigenschaft, hat den nachfolgenden Gesellschaftsvertrag einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung erstellt:

#### **Kapitel I.- Form, Name, Sitz, Zweck, Dauer.**

**Art. 1. Form, Name.** Es wird hiermit durch den Alleingesellschafter eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet (die «Gesellschaft»), die den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner derzeit geltenden Fassung und dem vorliegenden Gesellschaftsvertrag unterliegt (der «Gesellschaftsvertrag»).

Die Gesellschaft zählt ursprünglich einen Alleingesellschafter, Eigentümer aller Geschäftsanteile. Die Gesellschaft kann jedoch jederzeit, insbesondere infolge der Übertragung von Geschäftsanteilen oder der Ausgabe neuer Geschäftsanteile, aus mehreren Gesellschaftern bestehen, deren Zahl vierzig (40) Gesellschafter nicht überschreiten darf.

Der Name der Gesellschaft ist KOCH WORLDWIDE INVESTMENTS (LUXEMBOURG), S.à r.l.

**Art. 2. Gesellschaftssitz.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich im Gebiet der Gemeinde Luxemburg-Stadt.

Der Gesellschaftssitz kann durch Beschluss des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführer oder des Geschäftsführungsrats an jeden anderen Ort innerhalb der Gemeinde Luxemburg-Stadt verlegt werden.

Der/die Geschäftsführer oder der Geschäftsführungsrat können innerhalb des Großherzogtums Luxemburg oder in anderen Ländern Tochtergesellschaften oder Zweigniederlassungen gründen.

Sollten der/die Geschäftsführer oder der Geschäftsführungsrat feststellen, dass außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art bevorstehen oder bereits eingetreten sind, die die normale Geschäftsführung der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder die Verbindung mit dem Gesellschaftssitz, beziehungsweise die Verbindung zwischen dem Gesellschaftssitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Sitz der Gesellschaft vorübergehend, bis zur völligen Beilegung dieser außergewöhnlichen Ereignisse, ins Ausland verlegt werden. Diese vorübergehenden Maßnahmen haben keinerlei Auswirkungen auf die Staatsangehörigkeit der Gesellschaft, welche, unbeschadet dieser provisorischen Verlegung des Sitzes der Gesellschaft, die luxemburgische Staatsangehörigkeit beibehält. Die Anordnung der Verlegung des Gesellschaftssitzes ist von einem der Organe oder einer der Personen, die mit der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft beauftragt sind, auszuführen und Dritten gegenüber zur Kenntnis zu bringen.

**Art. 3. Gegenstand.** Der Gegenstand der Gesellschaft umfasst die Akquisition und das Halten von Beteiligungen in luxemburgischen und / oder ausländischen Unternehmen, sowie die Verwaltung, Entwicklung und Betreuung solcher Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann den Unternehmen, welche der Gesellschaftsgruppe angehören, jede finanzielle Unterstützung gewähren, wie zum Beispiel die Gewährung von Darlehen, Garantien und Sicherheiten jeglicher Art und Form.

Die Gesellschaft kann ihr Vermögen ebenfalls dazu verwenden, um in Immobilien, geistiges Eigentum oder andere bewegliche oder unbewegliche Güter jeglicher Art und Form zu investieren.

Die Gesellschaft kann in jeglicher Art und Form Darlehen aufnehmen und privat Schuldverschreibungen oder Schuldscheine ausgeben.

Generell kann die Gesellschaft jede kommerzielle, industrielle oder finanzielle Tätigkeit durchführen, welche zur Ausführung und Entwicklung seiner Geschäftszwecke dienen.

**Art. 4. Dauer.** Die Gesellschaft ist für eine unbestimmte Dauer gegründet.

Sie kann jedoch durch einen Beschluss des Alleingeschafters oder der Gesellschafterversammlung, die gemäss den Gesetzesbestimmungen hinsichtlich des Quorums und der Mehrheit entscheidet, aufgelöst werden.

## Kapitel II.- Kapital, Geschäftsanteile.

**Art. 5. Gesellschaftskapital.** Das Gesellschaftskapital wird auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) festgesetzt, eingeteilt in fünfhundert (500) Geschäftsanteile mit einem Nennwert von jeweils fünfundzwanzig Euro (EUR 25), alle voll eingezahlt.

Zusätzlich zu dem Gesellschaftskapital kann ein Aufgeldkonto eingerichtet werden, in das sämtliche Emissionsaufgelde, die auf einen Anteil zusätzlich zu seinem Nennwert eingezahlt werden, übertragen werden. Der Betrag dieses Aufgeldkontos kann für die Zahlung von Anteilen, die die Gesellschaft von ihren Gesellschaftern zurückkauft, zum Ausgleich von realisierten Nettoverlusten, zur Auszahlung an die Gesellschafter oder zwecks Zuführung von Geldern in die gesetzliche Rücklage verwendet werden.

**Art. 6. Geschäftsanteile.** Jeder Geschäftsanteil berechtigt seinen Eigentümer zur Teilhabe am Gewinn und am Vermögen der Gesellschaft und verleiht Anrecht auf eine Stimme während der Gesellschafterversammlungen. Das Eigentum eines Geschäftsanteils bewirkt automatisch die Annahme des Gesellschaftsvertrags der Gesellschaft und der Beschlüsse des Alleingeschafters oder der Gesellschafterversammlung.

Die Geschäftsanteile sind gegenüber der Gesellschaft unteilbar.

Gemeinschaftliche Eigentümer eines Geschäftsanteils müssen sich gegenüber der Gesellschaft durch einen einzigen gemeinsamen Bevollmächtigten, der auch ein Dritter sein kann, vertreten lassen.

Hat die Gesellschaft nur einen Gesellschafter, so sind die Geschäftsanteile frei übertragbar. Hat die Gesellschaft mehrere Gesellschafter, so sind die Geschäftsanteile nur unter den Gesellschaftern frei übertragbar. In diesem Fall dürfen die Geschäftsanteile lediglich dann an Nichtgesellschafter übertragen werden, wenn die Gesellschafterversammlung, bei der drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten sind, sich damit einverstanden erklärt.

Der Beweis für die Übertragung von Geschäftsanteilen wird durch notarielle Urkunde oder durch privatschriftlichen Vertrag erbracht. Die Übertragung ist weder gegenüber der Gesellschaft noch gegenüber Dritten wirksam, solange sie nicht gemäß Artikel 1690 des Zivilgesetzbuches ordnungsgemäß gegenüber der Gesellschaft angezeigt wurde oder von dieser anerkannt wurde.

Die Gesellschaft kann ihre eigenen Geschäftsanteile gemäß den Bestimmungen des Gesetzes zurückerwerben.

**Art. 7. Erhöhung und Herabsetzung des Gesellschaftskapitals.** Das Gesellschaftskapital kann einmalig oder mehrmals durch einen Beschluss des Alleingeschafters oder der Gesellschafterversammlung erhöht oder herabgesetzt werden, wobei die Bestimmungen hinsichtlich des Quorums und der Mehrheit erfüllt sein müssen, die in vorliegendem Gesellschaftsvertrag oder, gegebenenfalls, durch das Gesetz hinsichtlich der Abänderung des vorliegenden Gesellschaftsvertrags vorgesehen sind.

**Art. 8. Entmündigung, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters.** Die Gesellschaft wird weder durch die Entmündigung, den Konkurs, die Zahlungsunfähigkeit noch durch jedes andere ähnliche Ereignis, das den Alleingesellschafter oder einen der Gesellschafter betrifft, in Liquidation versetzt.

### **Kapitel III.- Geschäftsführer, Geschäftsführungsrat, Kommissare.**

**Art. 9. Geschäftsführer.** Die Verwaltung der Gesellschaft obliegt einem (1) oder mehreren Geschäftsführern, die, falls deren Anzahl drei beträgt oder übersteigt, einen Geschäftsführungsrat bilden können (der «Geschäftsführungsrat») und die nicht notwendigerweise Gesellschafter sind (der/die «Geschäftsführer»).

Der/die Geschäftsführer wird/werden vom Alleingesellschafter oder von der Gesellschafterversammlung, die deren Anzahl festlegt, für eine Dauer von höchstens sechs Jahren gewählt und bleibt/bleiben bis zur Wahl seines/ihrer Nachfolger im Amt. Sie sind wiederwählbar, können jedoch jederzeit durch einen Beschluss des Alleingesellschafters oder der Gesellschafterversammlung mit oder ohne Grund abberufen werden.

**Art. 10. Geschäftsführungsrat.** Der Geschäftsführungsrat, falls ein solcher besteht, ernennt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden (der «Vorsitzende»). Der Geschäftsführungsrat kann ebenfalls einen Sekretär ernennen, der kein Geschäftsführer zu sein braucht, und welcher für die Aufnahme der Sitzungsprotokolle des Geschäftsführungsrates und der Gesellschafterversammlungen verantwortlich ist.

Geschäftsführungsratssitzungen werden durch den Vorsitzenden einberufen. Eine Geschäftsführungsratssitzung ist einzuberufen, wenn zwei Geschäftsführer dies fordern.

Der Vorsitzende führt bei allen Geschäftsführungsratssitzungen und (gegebenenfalls) Gesellschafterversammlungen den Vorsitz, mit der Ausnahme, dass der Geschäftsführungsrat beziehungsweise die Gesellschafterversammlung befugt sind, in dessen Abwesenheit mit einfacher Mehrheit der Geschäftsführer beziehungsweise der bei besagter Versammlung anwesenden oder vertretenen Gesellschafter einen anderen Geschäftsführer beziehungsweise eine andere Person zum zeitweiligen Vorsitzenden zu ernennen.

Außer in Dringlichkeitsfällen oder bei vorherigem Einverständnis aller zur Anwesenheit Berechtigten, wird ein schriftlicher Einberufungsbescheid zu den Geschäftsführungsratssitzungen mindestens eine Woche vor dem für sie vorgesehenen Datum per Telefax oder Telegramm entsendet. Diese schriftlichen Einberufungsbescheide enthalten Angaben über Ort und Uhrzeit der Sitzung, die Tagesordnung und die Art der zu verrichtenden Geschäfte. Liegt die schriftliche Zustimmung aller Geschäftsführer per Telefax oder Telegramm vor, kann auf die schriftliche Einberufung verzichtet werden. Für Sitzungen, für die sowohl der Sitzungstermin als auch der Sitzungsort in einem früheren Geschäftsführungsratsbeschluss festgelegt wurden, bedarf es keiner gesonderten Einberufung.

Jede Geschäftsführungsratssitzung findet in Luxemburg oder an einem anderen Ort statt, den der Geschäftsführungsrat von Zeit zu Zeit festlegen kann.

Jeder Geschäftsführer kann sich in Geschäftsführungsratssitzungen vertreten lassen, indem er hierzu einen anderen Geschäftsführer zu seinem Bevollmächtigten ernennt.

Der Geschäftsführungsrat ist nur dann beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte der amtierenden Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind. Die Beschlüsse des Geschäftsführungsrats werden mit einfacher Mehrheit der Stimmen aller anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst.

Ein Mitglied oder mehrere Mitglieder können per Telefonkonferenz oder unter Zuhilfenahme jedes anderen ähnlichen Kommunikationsmittels an einer Sitzung teilnehmen, das mehreren teilnehmenden Personen erlaubt, gleichzeitig miteinander zu kommunizieren. Eine solche Teilnahme gilt als einer persönlichen Anwesenheit bei der Sitzung gleichwertig.

In Dringlichkeitsfällen ist ein schriftlicher, von allen Geschäftsführern unterzeichneter Beschluss gültig und rechtsverbindlich, als ob er in einer regulär einberufenen und abgehaltenen Geschäftsführungsratssitzung gefasst worden wäre. Ein solcher Beschluss kann in einem oder mehreren getrennten Dokumenten mit gleichem Inhalt festgehalten werden, wobei jedes dieser Dokumente von einem oder mehreren Geschäftsführern unterschrieben wird.

**Art. 11. Sitzungsprotokolle.** Protokolle der Geschäftsführungsratssitzungen werden vom Sitzungsvorsitzenden und (gegebenenfalls) vom Sekretär unterzeichnet. Vollmachten bleiben dem Sitzungsprotokoll beigelegt.

Kopien solcher Protokolle oder Auszüge daraus, welche während eines Gerichtsverfahrens oder anderweitig vorgelegt werden, werden vom Vorsitzenden und (gegebenenfalls) vom Sekretär oder von zwei Geschäftsführungsratsmitgliedern unterzeichnet.

**Art. 12. Befugnisse der Geschäftsführer.** Jeder Geschäftsführer einzeln oder der Geschäftsführungsrat, falls ein solcher besteht, ist mit den weitreichendsten Befugnissen ausgestattet, um jedwede Handlung auszuführen, welche für die Ausführung des Gesellschaftszweckes notwendig oder dienlich ist. Sämtliche Befugnisse, die nicht durch das Gesetz oder durch den vorliegenden Gesellschaftsvertrag ausdrücklich dem Alleingesellschafter oder der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind, liegen in der Zuständigkeit des Geschäftsführers, der Geschäftsführer oder des Geschäftsführungsrats.

**Art. 13. Übertragung von Befugnissen.** Der/die Geschäftsführer oder der Geschäftsführungsrat können einzelne Befugnisse oder Vollmachten beziehungsweise ständige oder zeitweilige Befugnisse an andere von ihnen auserwählte Personen oder Vertreter übertragen.

**Art. 14. Interessenkonflikte.** Kein Vertrag oder sonstiges Rechtsgeschäft zwischen der Gesellschaft und irgendeiner anderen Gesellschaft oder Firma wird durch den Umstand beeinträchtigt oder ungültig, dass ein oder mehrere Geschäftsführer oder Bevollmächtigte der Gesellschaft persönlich an einer solchen Gesellschaft oder Firma beteiligt ist/sind oder Geschäftsführer, Gesellschafter, Bevollmächtigte(r) oder Angestellte(r) einer solchen Gesellschaft oder Firma ist/sind. Vorbehaltlich nachfolgender gegenteiliger Bestimmungen wird kein Geschäftsführer oder Bevollmächtigter der Gesellschaft, der als Geschäftsführer, Gesellschafter, Bevollmächtigter oder Angestellter einer Gesellschaft oder Firma,

mit der die Gesellschaft vertragliche Beziehungen eingeht oder sonstwie Geschäfte tätigt, infolge einer solchen Verbindung mit solch einer anderen Gesellschaft oder Firma zwangsläufig daran gehindert, über solche Verträge oder andere Geschäfte betreffende Angelegenheiten zu beraten und diesbezüglich zu entscheiden oder zu handeln.

Falls ein Geschäftsführer oder ein Bevollmächtigter der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einem Rechtsgeschäft der Gesellschaft hat, muss er dieses persönliche Interesse unbeschadet des Vorangehenden dem Geschäftsführungsrat zur Kenntnis bringen und darf nicht an Beratungen bezüglich solcher Rechtsgeschäfte teilnehmen oder darüber abstimmen, und diese Rechtsgeschäfte und Interessen eines Geschäftsführers oder Bevollmächtigten sind dem Alleingesellschafter oder bei der nächsten Gesellschafterversammlung offenzulegen.

**Art. 15. Vertretung der Gesellschaft.** Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten durch die Einzelunterschrift jedes Geschäftsführers rechtsverbindlich verpflichtet. Sie wird weiterhin durch die gemeinschaftlichen Unterschriften oder die Einzelunterschrift von Personen, denen solche Zeichnungsbefugnisse durch den/die Geschäftsführer oder den Geschäftsführungsrat übertragen wurden, rechtsverbindlich verpflichtet, wobei dies jedoch lediglich innerhalb der übertragenen Befugnisse gilt.

**Art. 16. Kommissare.** Die Überwachung der Gesellschaftsgeschäfte kann und, in den gesetzlich bestimmten Fällen, muss einem oder mehreren Kommissaren anvertraut werden, welche keine Gesellschafter sein müssen.

Die Kommissare werden, gegebenenfalls, vom Alleingesellschafter oder, gegebenenfalls, von der Gesellschafterversammlung, die deren Anzahl festlegt, für einen Zeitraum gewählt, der sechs Jahre nicht überschreiten darf, und sie bleiben im Amt, bis ihre Nachfolger gewählt sind. Am Ende ihres Mandats als Kommissar sind sie wiederwählbar, können jedoch jederzeit mit oder ohne Grund durch einen Beschluss des Alleingeschafters oder, gegebenenfalls, der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

#### **Kapitel IV.- Gesellschafterversammlung.**

**Art. 17. Gesellschafterversammlung.** Besteht die Gesellschaft aus einem Alleingesellschafter, so übt dieser die Befugnisse aus, die per Gesetz der Gesellschafterversammlung zufallen. Die Artikel 194 bis 196 und 199 des Gesetzes vom 10. August 1915 finden diesbezüglich keine Anwendung.

Die Beschlüsse der Gesellschafter können, sofern die Gesellschaft aus nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschaftern besteht, durch schriftliche Abstimmung über den Wortlaut der zu fassenden Beschlüsse, der durch den/die Geschäftsführer oder den Geschäftsführungsrat per Einschreiben an die Gesellschafter übersandt wird, getroffen werden. Im letzteren Falle sind die Gesellschafter verpflichtet, ihre Stimme innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Zugang des Wortlauts des vorgeschlagenen Beschlusses schriftlich abzugeben und an die Gesellschaft zu übersenden.

Außer im Falle eines Alleingeschafters können die Gesellschafter eine Gesellschafterversammlung nach Einberufung gemäss luxemburgischem Recht durch den/die Geschäftsführer beziehungsweise den Geschäftsführungsrat, oder subsidiär, durch den Kommissar, oder subsidiär dazu, auf Anfrage von Gesellschaftern, welche die Hälfte des Gesellschaftskapitals darstellen, abhalten. Die Einberufung, welche gemäss Gesetz den Gesellschaftern zugesendet wird, beinhaltet Zeitpunkt und Ort der Versammlung, sowie Tagesordnung und Art der abzuschließenden Geschäfte.

Wenn alle Gesellschafter bei der Gesellschafterversammlung anwesend oder vertreten sind, und wenn sie erklären, dass sie über die Tagesordnung der Versammlung informiert worden sind, kann die Versammlung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Ein Gesellschafter kann an jeder Gesellschafterversammlung teilnehmen, indem er schriftlich, per Telefax oder Telegramm, eine andere Person als Vertreter bestellt, welcher kein Gesellschafter sein muss.

Gesellschafterversammlungen, Jahresgesellschafterversammlung inbegriffen, können im Ausland abgehalten werden, wenn Umstände höherer Gewalt, deren Einschätzung im alleinigen Ermessen des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführer oder des Geschäftsführungsrats liegen, dies erforderlich machen.

**Art. 18. Befugnisse der Gesellschafterversammlung.** Jede ordnungsgemäß zusammengetretene Gesellschafterversammlung vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter.

Mit Ausnahme der Befugnisse, die laut Gesetz oder vorliegendem Gesellschaftsvertrag dem Geschäftsführer, den Geschäftsführern beziehungsweise dem Geschäftsführungsrat vorbehalten sind, ist sie mit den weitestreichendsten Befugnissen ausgestattet, um jedwede mit den Gesellschaftsgeschäften verbundene Handlung durchzuführen oder zu genehmigen.

**Art. 19. Jahresgesellschafterversammlung.** Die Jahresgesellschafterversammlung, die lediglich dann abzuhalten ist, wenn die Gesellschaft mehr als 25 Gesellschafter zählt, tritt jedes Jahr am 31. März um 14 Uhr am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen im Einberufungsbescheid zu der Versammlung angegebenen Ort zusammen.

Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag, so wird die Jahresgesellschafterversammlung am darauffolgenden Werktag abgehalten.

**Art. 20. Verfahren, Wahl.** Jeder Beschluss hinsichtlich der Abänderungen des vorliegenden Gesellschaftsvertrages und jeder Beschluss, dessen Fassung aufgrund des vorliegenden Gesellschaftsvertrags oder, gegebenenfalls, des Gesetzes, der für eine Abänderung dieses Gesellschaftsvertrages erforderlichen Beschlussfähigkeit und Mehrheit unterliegt, muss von einer Mehrheit der Gesellschafter angenommen werden, die mindestens drei Viertel des gesamten Gesellschaftskapitals vertreten.

Vorbehaltlich gegenteiliger Bestimmungen des Gesetzes oder des vorliegenden Gesellschaftsvertrages werden alle übrigen Beschlüsse von Gesellschaftern getroffen, die mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten.

Jeder Geschäftsanteil berechtigt zu einer Stimme.

Kopien von oder Auszüge aus Sitzungsprotokollen, welche in Gerichtsinstanzen oder anderweitig vorgebracht werden können, werden durch den Vorsitzenden oder einen Geschäftsführer unterzeichnet.



### Kapitel V.- Geschäftsjahr, Ausschüttung und Verteilung von Gewinnen.

**Art. 21. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Tag des Monats Januar und endet am einunddreißigsten Tag des Monats Dezember eines jeden Jahres.

**Art. 22. Bilanz.** Am Ende jedes Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der/die Geschäftsführer oder der Geschäftsführungsrat erstellen ein Inventar der Aktiva und Passiva der Gesellschaft sowie die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung in Übereinstimmung mit dem Gesetz.

Die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung werden dem Alleingesellschafter oder, gegebenenfalls, der Gesellschafterversammlung zur Verabschiedung vorgelegt.

Jeder Gesellschafter oder ein von ihm Bevollmächtigter hat das Recht diese Finanzdokumente am Gesellschaftssitz einzusehen. Zählt die Gesellschaft mehr als 25 Gesellschafter, so kann dieses Recht lediglich während fünfzehn Tagen vor dem Datum der Jahresgesellschafterversammlung ausgeübt werden.

**Art. 23. Ausschüttung und Verteilung von Gewinnen.** Fünf Prozent (5%) werden vom jährlichen Reingewinn abgezogen und den gesetzlichen Rücklagen zugewiesen. Die Verpflichtung, diese Zuweisung vorzunehmen, besteht dann nicht mehr, wenn die gesetzlichen Rücklagen die Höhe von zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals erreicht haben.

Der Alleingesellschafter oder die Gesellschafterversammlung entscheiden über die Verwendung des Saldos des jährlichen Reingewinns. Sie können entscheiden, den Saldo ganz oder teilweise einer Reserve oder Provision zuzuweisen, ihn auf neue Rechnung zu übertragen oder ihn in Form von Dividenden an die Gesellschafter auszuschütten.

Der/die Geschäftsführer oder der Geschäftsführungsrat können unter den gesetzlich vorgeschriebenen Bedingungen eine Abschlagsdividende auszahlen. Der/die Geschäftsführer oder der Geschäftsführungsrat bestimmen den Betrag und das Datum für die Auszahlung einer solchen Abschlagszahlung.

### Kapitel VI.- Auflösung, Liquidation.

**Art. 24. Auflösung, Liquidation.** Vorbehaltlich anderslautender Gesetzesbestimmungen kann die Gesellschaft durch einen Beschluss des Alleingesellschafters oder der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, der gemäß denselben Regeln bezüglich des Quorums und der Mehrheit getroffen wird, die für die Abänderung des vorliegenden Gesellschaftsvertrags vorgesehen sind.

Bei Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere Abwickler (wahlweise natürliche oder juristische Personen) durchgeführt, die durch den Alleingesellschafter oder die Gesellschafterversammlung ernannt werden, die die Befugnisse und die Entschädigung der Abwickler festlegen.

Nach Begleichung aller Schulden und Gebühren der Gesellschaft und nach Begleichung der Liquidationsausgaben wird das verbleibende Nettovermögen gleichmäßig an die Inhaber der Geschäftsanteile ausgeschüttet, und zwar im Verhältnis zu der Anzahl der von ihnen gehaltenen Geschäftsanteile.

### Kapitel VII.- Anwendbares Recht.

**Art. 25. Anwendbares Recht.** Sämtliche Angelegenheiten, die nicht durch den vorliegenden Gesellschaftsvertrag geregelt sind, werden in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner derzeit geltenden Fassung bestimmt.

#### *Zeichnung und Einzahlung*

Nachdem der Gesellschaftsvertrag der Gesellschaft durch die erschienene Partei erstellt worden ist, hat diese Partei folgende Anzahl Geschäftsanteile gezeichnet und nachstehende Beträge in bar eingezahlt:

<i>Gesellschafter</i>	<i>gezeichnetes Kapital (EUR)</i>	<i>Anzahl Geschäftsanteile</i>	<i>Einzahlung (EUR)</i>
KOCH WORLDWIDE INVESTMENTS Inc. ....	12.500,-	500	12.500,-
Summe .....	12.500,-	500	12.500,-

Der Beweis dieser Einzahlung wurde dem amtierenden Notar erbracht, der bestätigt, dass die Bestimmungen des Artikels 183 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner derzeit geltenden Fassung eingehalten worden sind.

#### *Schätzung der Kosten*

Die Kosten, Auslagen, Aufwendungen und Honorare jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund ihrer Gründung entstehen, werden auf ungefähr zweitausendzweihundert (2.200,-) Euro geschätzt.

#### *Übergangsbestimmung*

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Gründungstag der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2004.

#### *Ausserordentliche Gesellschafterversammlung*

Der Alleingesellschafter, der stellvertretend für die Gesellschafterversammlung handelt, hat unverzüglich die folgenden Beschlüsse gefasst:

1. Der Alleingesellschafter beschließt, die Anzahl der Geschäftsführer auf einen (1) festzulegen, und beschließt außerdem folgende Person zum alleinigen Geschäftsführer für einen Zeitraum zu ernennen, der am Tag der Bestätigung des Jahresabschlusses für das am 31. Dezember 2004 abgeschlossene Geschäftsjahr endet:

- Herrn James Bernard Hannan, Chief Financial Officer, KOCH MINERAL SERVICES, LLC, geboren in New Haven, Connecticut (Vereinigte Staaten von Amerika) am 19. April 1966 und wohnhaft in 168 N. Chelmsford, Wichita, Kansas, 67230 (Vereinigte Staaten von Amerika).

2. Der Sitz der Gesellschaft wird sich befinden in:

- 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxemburg-Kirchberg (Großherzogtum Luxemburg)

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnende Notar, welcher der englischen Sprache ermächtigt ist, erklärt hiermit, dass auf Anfrage der obengenannten erschienenen Person, die Urkunde in englischer Sprache, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, gefasst ist; auf Anfrage der gleichen Person und im Falle einer Nichtübereinstimmung des englischen und deutschen Textes, wird der englische Text vorwiegen.

Und nachdem das Dokument vom Notar dem Erschienenen vorgelesen wurde, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit uns, dem Notar, unterzeichnet.

Signé: L. Schummer, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 3 mars 2004, vol. 142S, fol. 71, case 3. – Reçu 125 euros.

*Le Receveur (signé):* Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mars 2004.

A. Schwachtgen.

(022858.3/230/532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2004.

**KOCH CELLULOSE LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Registered office: L-2121 Luxembourg-Kirchberg, 231, Val des Bons Malades.

R. C. Luxembourg B 99.513.

—  
STATUTES

In the year two thousand and four, on the second of March.

Before Maître André-Jean-Joseph Schwachtgen, notary, residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared the following:

KOCH CELLULOSE, LLC, a company governed by the laws of the State of Delaware, with registered office at 2711 Centerville Road, Wilmington, DE 19803, United States of America, registered with the Secretary of State of Delaware under no. SRV 040116962 - 3743807,

represented by Laurent Schummer, lawyer, residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy given in Wichita, Kansas, USA on February 20, 2004.

The above mentioned proxy, signed by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, acting in the above stated capacities, has drawn up the following articles of incorporation of a limited liability company:

**Chapter I.- Form, Name, Registered office, Object, Duration.**

**Art. 1. Form, Name.** There is established by the single shareholder a Gesellschaft mit beschränkter Haftung (the «Company») governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, especially the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, and by the present articles of Incorporation (the «Articles of Incorporation»).

The Company is initially composed of one single shareholder, owner of all the shares. The Company may however at any time be composed of several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders, notably as a result of the transfer of shares or the issue of new shares.

The Company will exist under the name of KOCH CELLULOSE LUXEMBOURG, S.à r.l.

**Art. 2. Registered office.** The Company will have its registered office in the municipality of the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the municipality of the City of Luxembourg by a resolution of the Manager(s) or of the Board of Managers, as the case may be.

Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the Manager(s) or of the Board of Managers.

In the event that in the view of the Manager(s) or of the Board of Managers extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, it may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by one of the bodies or persons entrusted with the daily management of the Company.

**Art. 3. Object.** The object of the Company is the acquisition and holding of interests in Luxembourg and/or in foreign undertakings, as well as the administration, development and management of such holdings.

The Company may provide any financial assistance to the undertakings forming part of the group of the Company such as, among others, the providing of loans and the granting of guarantees or securities in any kind or form.

The Company may also use its funds to invest in real estate, in intellectual property rights or any other movable or immovable assets in any kind or form.

The Company may borrow in any kind or form and privately issue bonds or notes.

In a general fashion the Company may carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

**Art. 4. Duration.** The Company is formed for an unlimited duration.

It may be dissolved by decision of the single shareholder or by a decision of the general meeting voting with the quorum and majority rules provided by law.

## Chapter II.- Capital, Shares.

**Art. 5. Subscribed capital.** The issued capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) divided into five hundred (500) shares, with a par value of twenty-five euros (EUR 25.-) each, all of which are fully paid up.

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its par value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

**Art. 6. Shares.** Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of shareholders. Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation of the Company and the resolutions of the single shareholder or the general meeting of shareholders.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

The single shareholder may transfer freely its shares when the Company is composed of a single shareholder. The shares may be transferred freely amongst shareholders when the Company is composed of several shareholders. The shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the capital.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in pursuance of article 1690 of the Civil Code.

The Company may redeem its own shares in accordance with the provisions of the law.

**Art. 7. Increase and reduction of Capital.** The issued capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the single shareholder or by a resolution of the shareholders voting with the quorum and majority rules set by these Articles of Incorporation or, as the case may be, by the law for any amendment of these Articles of Incorporation.

**Art. 8. Incapacity, bankruptcy or insolvency of a Shareholder.** The incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting the single shareholder or any of the shareholders does not put the Company into liquidation.

## Chapter III.- Manager(s), Board of Managers, Statutory Auditors.

**Art. 9. Manager(s).** The Company will be managed and administered by one (1) manager or several managers which, if their number is three and more, may form a board of managers (referred to as the «Board of Managers») and who need not be shareholders (the «Manager(s)»).

The Manager(s) will be elected by the single shareholder or by the shareholders' meeting, which will determine their number, for a period not exceeding six years, and they will hold office until his/their successor(s) are elected. They are re-eligible, but they may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the single shareholder or by a resolution of the shareholders' meeting.

**Art. 10. Board of Managers.** The Board of Managers, if existing, will appoint from among its members a chairman (the «Chairman»). It may also appoint a secretary, who need not be a Manager and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers and of the shareholders.

The Board of Managers will meet upon call by the Chairman. A meeting of the Board of Managers must be convened if any two Managers so require.

The Chairman will preside at all meetings of the board of Managers and of the shareholders (if any), except that in his absence the Board of Managers may appoint another Manager and the general meeting of shareholders may appoint any other person as chairman pro tempore by vote of the majority present or represented at such meeting.

Except in cases of urgency or with the prior consent of all those entitled to attend, at least one week's notice of board meetings shall be given in writing, by fax or by telegram. Any such notice shall specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. The notice may be waived by the consent in writing, by fax or by telegram of each Manager. No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by resolution of the Board of Managers.

Every Board meeting shall be held in Luxembourg or such other place as the Board of Managers may from time to time determine.

Any Manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing another Manager as his proxy.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or the representation of a majority of the Managers holding office. Decisions will be taken by a majority of the votes of the Managers present or represented at such meeting.

One or more members may participate in a meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting.

In case of urgency, a written decision, signed by all the Managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held. Such a decision can be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several Managers.

**Art. 11. Minutes of meetings of the Board of Directors.** The minutes of any meeting of the Board of Managers will be signed by the chairman of the meeting and by the secretary (if any). Any proxies will remain attached thereto.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman and by the secretary (if any) or by any two members of the Board of Managers.

**Art. 12. Powers of the Manager(s) or of the Board of Managers.** Each of the Manager(s) individually or, in case there is a Board of Managers, the Board of Managers, is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by law or by the Articles of Incorporation to the single shareholder or the general meeting of shareholders are in the competence of the Manager(s) or of the Board of Managers.

**Art. 13. Delegation of Powers.** The Manager(s) or the Board of Managers may delegate special powers or proxies, or entrust determined permanent or temporary functions to persons or agents chosen by it.

**Art. 14. Conflict of Interests.** No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the Managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a Manager, associate, member, officer or employee of such other company or firm. Except as otherwise provided for hereafter, any Manager or officer of the Company who serves as a Manager, associate, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Notwithstanding the above, in the event that any Manager of the Company may have any personal interest in any transaction of the Company, he shall make known to the Board of Managers such personal interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such Manager's or officer's interest therein shall be reported to the single shareholder or to the next general meeting of shareholders.

**Art. 15. Representation of the Company.** The Company will be bound towards third parties by the signature of any single Manager or by the joint signatures or single signature of any persons to whom such signatory power has been delegated by the Manager(s) or by the Board of Managers, within the limits of such power.

**Art. 16. Statutory Auditors.** The supervision of the operations of the Company may be, and shall be in the cases provided by law, entrusted to one or more auditors who need not be shareholders.

The auditors, if any, will be elected by the single shareholder or by the general meeting of shareholders, as the case may be, which will determine the number of such auditors, for a period not exceeding six years, and they will hold office until their successors are elected. At the end of their term as auditors, they shall be eligible for re election, but they may be removed at any time, with or without cause, by the single shareholder or by the general meeting of shareholders, as the case may be, by a resolution of the shareholders' meeting.

#### **Chapter IV.- Meeting of Shareholders.**

**Art. 17. General Meeting of Shareholders.** If the Company is composed of one single partner, the latter exercises the powers granted by law to the general meeting of shareholders. Articles 194 to 196 and 199 of the law of August 10th, 1915, are not applicable to that situation.

If the Company is composed of no more than twenty five (25) shareholders, the decisions of the shareholders may be taken by a vote in writing on the text of the resolutions to be adopted which will be sent by the Manager(s) or by the Board of Managers to the shareholders by registered mail. In this latter case, the shareholders are under the obligation to, within a delay of fifteen days as from the receipt of the text of the proposed resolution, cast their written vote and mail it to the Company.

Unless there is only one single partner, the shareholders may meet in a general meeting of shareholders upon call in compliance with Luxembourg law by the Manager(s) or by the Board of Managers, subsidiarily, by the auditor or, more subsidiarily, by shareholders representing half the corporate capital. The notice sent to the shareholders in accordance with the law will specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted.

If all the shareholders are present or represented at a shareholders' meeting and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

A shareholder may act at any meeting of the shareholders by appointing in writing, by fax or telegram as his proxy another person who need not be a shareholder.

Shareholders' meetings, including the annual general meeting, may be held abroad if, in the judgement of the Manager(s) or of the Board of Managers, which is final, circumstances of force majeure so require.

**Art. 18. Powers of the Meeting of Shareholders.** Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Subject to all the other powers reserved to the Manager(s) or to the Board of Managers by law or the Articles of Incorporation, it has the broadest powers to carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

**Art. 19. Annual General Meeting.** The annual general meeting, to be held only in case the Company has more than 25 shareholders, will be held at the registered office of the Company or at such other place as may be specified in the notice convening the meeting on 31 March at 2.00 p.m.

If such day is a public holiday, the meeting will be held on the next following business day.

**Art. 20. Procedure, Vote.** Any resolution whose purpose is to amend the present Articles of Incorporation or whose adoption is subject by virtue of these Articles of Incorporation or, as the case may be, the law to the quorum and majority rules set for the amendment of the Articles of Incorporation will be taken by a majority of shareholders representing at least three quarters of the capital.

Except as otherwise required by law or by the present Articles of Incorporation, all other resolutions will be taken by shareholders representing at least half of the capital.

One vote is attached to each share.

Copies or extracts of the minutes of the meeting to be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by the Chairman or by any Manager.

#### **Chapter V.- Financial Year, Distribution of Profits.**

**Art. 21. Financial Year.** The Company's financial year begins on the first day of January in every year and ends on the last day of December.

**Art. 22. Adoption of financial statements.** At the end of each financial year, the accounts are closed, the Manager(s) or the Board of Managers draw up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the law.

The balance sheet and the profit and loss account are submitted to the single shareholder or, as the case may be, to the general meeting of shareholders for approval.

Each shareholder or its attorney-in-fact may peruse these financial documents at the registered office of the Company. If the Company is composed of more than 25 shareholders, such right may only be exercised within a time period of fifteen days preceding the date set for the annual general meeting of shareholders.

**Art. 23. Appropriation of Profits.** From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

The single shareholder or the general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the next following financial year or to distribute it to the shareholders as dividend.

Subject to the conditions fixed by law, the Manager(s) or the Board of Managers may pay out an advance payment on dividends. The Manager(s) or the Board of Managers fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

#### **Chapter VI.- Dissolution, Liquidation.**

**Art. 24. Dissolution, Liquidation.** The Company may be dissolved by a decision of the single shareholder or by a decision of the general meeting voting with the same quorum and majority as for the amendment of these Articles of Incorporation, unless otherwise provided by law.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one or more liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the single shareholder or by the general meeting of shareholders, which will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company and of the expenses of liquidation, the net assets shall be distributed equally to the holders of the shares pro rata to the number of the shares held by them.

#### **Chapter VII.- Applicable Law.**

**Art. 25. Applicable Law.** All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Luxembourg law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended.

##### *Subscription and Payment*

The articles of incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, this party has subscribed for the number of shares and has paid in cash the amounts mentioned hereafter:

<i>Shareholder</i>	<i>subscribed capital (EUR)</i>	<i>number of shares</i>	<i>amount paid-in (EUR)</i>
KOCH CELLULOSE, LLC . . . . .	12,500.-	500	12,500.-
Total . . . . .	12,500.-	500	12,500.-

Proof of all such payments has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

##### *Expenses*

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately two thousand two hundred (2,200.-) euros.

##### *Transitory Provisions*

The first financial year will begin on the date of formation of the Company and will end on the last day of December 2004.

##### *Extraordinary General Meeting*

The sole shareholder, acting in lieu of the general meeting of shareholders, has taken immediately the following resolutions:

1. The sole shareholder resolved to set at one (1) the number of Managers and further resolved to appoint the following as single Manager for a period ending at the date of approval of the annual accounts for the financial year ended 31 December 2004:

- Mr Patrick Joseph Boushka, Vice President, Corporate Development, KOCH MINERAL SERVICES, LLC, born in Wichita, Kansas (United States of America) on October 2, 1964, and residing at 202 S. Ridgecrest, Wichita, Kansas, 67218 (United States of America).

2. The registered office shall be at:

- 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxembourg-Kirchberg (Grand Duchy of Luxembourg).

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a German version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the German text, the English text will prevail.

The document having been read to the person appearing, the said person signed together with Us notary this original deed.

### **Folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:**

Im Jahre zweitausendvier, am zweiten März.

Vor dem unterzeichnenden Notar André-Jean-Joseph Schwachtgen, mit dem Amtssitz in Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

Ist erschienen:

KOCH CELLULOSE, LLC, eine Gesellschaft, die dem Recht des Staates Delaware unterliegt, mit Sitz in 2711 Centerville Road, Wilmington, DE 19803, Vereinigte Staaten von Amerika, eingetragen durch den Staatssekretär des Staates Delaware unter der Nummer SRV 040116962 - 3743807,

vertreten durch Laurent Schummer, Anwalt, wohnhaft in Luxemburg,

aufgrund einer Vollmacht, gegeben in Wichita, Kansas, Vereinigte Staaten von Amerika, am 20. Februar 2004.

Die obengenannte Vollmacht, unterzeichnet von der erschienenen Person und dem amtierenden Notar, bleibt gegenwärtiger Urkunde beigefügt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Die erschienene Partei, handelnd in der obengenannten Eigenschaft, hat den nachfolgenden Gesellschaftsvertrag einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung erstellt:

### **Kapitel I.- Form, Name, Sitz, Zweck, Dauer.**

**Art. 1. Form, Name.** Es wird hiermit durch den Alleingesellschafter eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung gegründet (die «Gesellschaft»), die den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg, insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner derzeit geltenden Fassung und dem vorliegenden Gesellschaftsvertrag unterliegt (der «Gesellschaftsvertrag»).

Die Gesellschaft zählt ursprünglich einen Alleingesellschafter, Eigentümer aller Geschäftsanteile. Die Gesellschaft kann jedoch jederzeit, insbesondere infolge der Übertragung von Geschäftsanteilen oder der Ausgabe neuer Geschäftsanteile, aus mehreren Gesellschaftern bestehen, deren Zahl vierzig (40) Gesellschafter nicht überschreiten darf.

Der Name der Gesellschaft ist KOCH CELLULOSE LUXEMBOURG, S.à r.l.

**Art. 2. Gesellschaftssitz.** Der Sitz der Gesellschaft befindet sich im Gebiet der Gemeinde Luxemburg-Stadt.

Der Gesellschaftssitz kann durch Beschluss des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführer oder des Geschäftsführungsrats an jeden anderen Ort innerhalb der Gemeinde Luxemburg-Stadt verlegt werden.

Der/die Geschäftsführer oder der Geschäftsführungsrat können innerhalb des Großherzogtums Luxemburg oder in anderen Ländern Tochtergesellschaften oder Zweigniederlassungen gründen.

Sollten der/die Geschäftsführer oder der Geschäftsführungsrat feststellen, dass außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art bevorstehen oder bereits eingetreten sind, die die normale Geschäftsführung der Gesellschaft am Gesellschaftssitz oder die Verbindung mit dem Gesellschaftssitz, beziehungsweise die Verbindung zwischen dem Gesellschaftssitz und Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, so kann der Sitz der Gesellschaft vorübergehend, bis zur völligen Beilegung dieser außergewöhnlichen Ereignisse, ins Ausland verlegt werden. Diese vorübergehenden Maßnahmen haben keinerlei Auswirkungen auf die Staatsangehörigkeit der Gesellschaft, welche, unbeschadet dieser provisorischen Verlegung des Sitzes der Gesellschaft, die luxemburgische Staatsangehörigkeit beibehält. Die Anordnung der Verlegung des Gesellschaftssitzes ist von einem der Organe oder einer der Personen, die mit der täglichen Geschäftsführung der Gesellschaft beauftragt sind, auszuführen und Dritten gegenüber zur Kenntnis zu bringen.

**Art. 3. Gegenstand.** Der Gegenstand der Gesellschaft umfasst die Akquisition und das Halten von Beteiligungen in luxemburgischen und / oder ausländischen Unternehmen, sowie die Verwaltung, Entwicklung und Betreuung solcher Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann den Unternehmen, welche der Gesellschaftsgruppe angehören, jede finanzielle Unterstützung gewähren, wie zum Beispiel die Gewährung von Darlehen, Garantien und Sicherheiten jeglicher Art und Form.

Die Gesellschaft kann ihr Vermögen ebenfalls dazu verwenden, um in Immobilien, geistiges Eigentum oder andere bewegliche oder unbewegliche Güter jeglicher Art und Form zu investieren.

Die Gesellschaft kann in jeglicher Art und Form Darlehen aufnehmen und privat Schuldverschreibungen oder Schuldscheine ausgeben.

Generell kann die Gesellschaft jede kommerzielle, industrielle oder finanzielle Tätigkeit durchführen, welche zur Ausführung und Entwicklung seiner Geschäftszwecke dienen.

**Art. 4. Dauer.** Die Gesellschaft ist für eine unbestimmte Dauer gegründet.

Sie kann jedoch durch einen Beschluss des Alleingeschafters oder der Gesellschafterversammlung, die gemäss den Gesetzesbestimmungen hinsichtlich des Quorums und der Mehrheit entscheidet, aufgelöst werden.

## Kapitel II.- Kapital, Geschäftsanteile.

**Art. 5. Gesellschaftskapital.** Das Gesellschaftskapital wird auf zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) festgesetzt, eingeteilt in fünfhundert (500) Geschäftsanteile mit einem Nennwert von jeweils fünfundzwanzig Euro (EUR 25), alle voll eingezahlt.

Zusätzlich zu dem Gesellschaftskapital kann ein Aufgeldkonto eingerichtet werden, in das sämtliche Emissionsaufgelde, die auf einen Anteil zusätzlich zu seinem Nennwert eingezahlt werden, übertragen werden. Der Betrag dieses Aufgeldkontos kann für die Zahlung von Anteilen, die die Gesellschaft von ihren Gesellschaftern zurückkauft, zum Ausgleich von realisierten Nettoverlusten, zur Auszahlung an die Gesellschafter oder zwecks Zuführung von Geldern in die gesetzliche Rücklage verwendet werden.

**Art. 6. Geschäftsanteile.** Jeder Geschäftsanteil berechtigt seinen Eigentümer zur Teilhabe am Gewinn und am Vermögen der Gesellschaft und verleiht Anrecht auf eine Stimme während der Gesellschafterversammlungen. Das Eigentum eines Geschäftsanteils bewirkt automatisch die Annahme des Gesellschaftsvertrags der Gesellschaft und der Beschlüsse des Alleingeschafters oder der Gesellschafterversammlung.

Die Geschäftsanteile sind gegenüber der Gesellschaft unteilbar.

Gemeinschaftliche Eigentümer eines Geschäftsanteils müssen sich gegenüber der Gesellschaft durch einen einzigen gemeinsamen Bevollmächtigten, der auch ein Dritter sein kann, vertreten lassen.

Hat die Gesellschaft nur einen Gesellschafter, so sind die Geschäftsanteile frei übertragbar. Hat die Gesellschaft mehrere Gesellschafter, so sind die Geschäftsanteile nur unter den Gesellschaftern frei übertragbar. In diesem Fall dürfen die Geschäftsanteile lediglich dann an Nichtgesellschafter übertragen werden, wenn die Gesellschafterversammlung, bei der drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten sind, sich damit einverstanden erklärt.

Der Beweis für die Übertragung von Geschäftsanteilen wird durch notarielle Urkunde oder durch privatschriftlichen Vertrag erbracht. Die Übertragung ist weder gegenüber der Gesellschaft noch gegenüber Dritten wirksam, solange sie nicht gemäß Artikel 1690 des Zivilgesetzbuches ordnungsgemäß gegenüber der Gesellschaft angezeigt wurde oder von dieser anerkannt wurde.

Die Gesellschaft kann ihre eigenen Geschäftsanteile gemäß den Bestimmungen des Gesetzes zurückerwerben.

**Art. 7. Erhöhung und Herabsetzung des Gesellschaftskapitals.** Das Gesellschaftskapital kann einmalig oder mehrmals durch einen Beschluss des Alleingeschafters oder der Gesellschafterversammlung erhöht oder herabgesetzt werden, wobei die Bestimmungen hinsichtlich des Quorums und der Mehrheit erfüllt sein müssen, die in vorliegendem Gesellschaftsvertrag oder, gegebenenfalls, durch das Gesetz hinsichtlich der Abänderung des vorliegenden Gesellschaftsvertrags vorgesehen sind.

**Art. 8. Entmündigung, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit eines Gesellschafters.** Die Gesellschaft wird weder durch die Entmündigung, den Konkurs, die Zahlungsunfähigkeit noch durch jedes andere ähnliche Ereignis, das den Alleingeschafter oder einen der Gesellschafter betrifft, in Liquidation versetzt.

## Kapitel III.- Geschäftsführer, Geschäftsführungsrat, Kommissare.

**Art. 9. Geschäftsführer.** Die Verwaltung der Gesellschaft obliegt einem (1) oder mehreren Geschäftsführern, die, falls deren Anzahl drei beträgt oder übersteigt, einen Geschäftsführungsrat bilden können (der «Geschäftsführungsrat») und die nicht notwendigerweise Gesellschafter sind (der/die «Geschäftsführer»).

Der/die Geschäftsführer wird/werden vom Alleingeschafter oder von der Gesellschafterversammlung, die deren Anzahl festlegt, für eine Dauer von höchstens sechs Jahren gewählt und bleibt/bleiben bis zur Wahl seines/ihrer Nachfolger im Amt. Sie sind wiederwählbar, können jedoch jederzeit durch einen Beschluss des Alleingeschafters oder der Gesellschafterversammlung mit oder ohne Grund abberufen werden.

**Art. 10. Geschäftsführungsrat.** Der Geschäftsführungsrat, falls ein solcher besteht, ernennt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden (der «Vorsitzende»). Der Geschäftsführungsrat kann ebenfalls einen Sekretär ernennen, der kein Geschäftsführer zu sein braucht, und welcher für die Aufnahme der Sitzungsprotokolle des Geschäftsführungsrates und der Gesellschafterversammlungen verantwortlich ist.

Geschäftsführungsratssitzungen werden durch den Vorsitzenden einberufen. Eine Geschäftsführungsratssitzung ist einzuberufen, wenn zwei Geschäftsführer dies fordern.

Der Vorsitzende führt bei allen Geschäftsführungsratssitzungen und (gegebenenfalls) Gesellschafterversammlungen den Vorsitz, mit der Ausnahme, dass der Geschäftsführungsrat beziehungsweise die Gesellschafterversammlung befugt sind, in dessen Abwesenheit mit einfacher Mehrheit der Geschäftsführer beziehungsweise der bei besagter Versammlung anwesenden oder vertretenen Gesellschafter einen anderen Geschäftsführer beziehungsweise eine andere Person zum zeitweiligen Vorsitzenden zu ernennen.

Außer in Dringlichkeitsfällen oder bei vorherigem Einverständnis aller zur Anwesenheit Berechtigten, wird ein schriftlicher Einberufungsbescheid zu den Geschäftsführungsratssitzungen mindestens eine Woche vor dem für sie vorgesehenen Datum per Telefax oder Telegramm entsendet. Diese schriftlichen Einberufungsbescheide enthalten Angaben über Ort und Uhrzeit der Sitzung, die Tagesordnung und die Art der zu verrichtenden Geschäfte. Liegt die schriftliche Zustimmung aller Geschäftsführer per Telefax oder Telegramm vor, kann auf die schriftliche Einberufung verzichtet werden. Für Sitzungen, für die sowohl der Sitzungstermin als auch der Sitzungsort in einem früheren Geschäftsführungsratsbeschluss festgelegt wurden, bedarf es keiner gesonderten Einberufung.

Jede Geschäftsführungsratssitzung findet in Luxemburg oder an einem anderen Ort statt, den der Geschäftsführungsrat von Zeit zu Zeit festlegen kann.

Jeder Geschäftsführer kann sich in Geschäftsführungsratssitzungen vertreten lassen, indem er hierzu einen anderen Geschäftsführer zu seinem Bevollmächtigten ernennt.

Der Geschäftsführungsrat ist nur dann beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte der amtierenden Geschäftsführer anwesend oder vertreten sind. Die Beschlüsse des Geschäftsführungsrats werden mit einfacher Mehrheit der Stimmen aller anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst.

Ein Mitglied oder mehrere Mitglieder können per Telefonkonferenz oder unter Zuhilfenahme jedes anderen ähnlichen Kommunikationsmittels an einer Sitzung teilnehmen, das mehreren teilnehmenden Personen erlaubt, gleichzeitig miteinander zu kommunizieren. Eine solche Teilnahme gilt als einer persönlichen Anwesenheit bei der Sitzung gleichwertig.

In Dringlichkeitsfällen ist ein schriftlicher, von allen Geschäftsführern unterzeichneter Beschluss gültig und rechtsverbindlich, als ob er in einer regulär einberufenen und abgehaltenen Geschäftsführungsratssitzung gefasst worden wäre. Ein solcher Beschluss kann in einem oder mehreren getrennten Dokumenten mit gleichem Inhalt festgehalten werden, wobei jedes dieser Dokumente von einem oder mehreren Geschäftsführern unterschrieben wird.

**Art. 11. Sitzungsprotokolle.** Protokolle der Geschäftsführungsratssitzungen werden vom Sitzungsvorsitzenden und (gegebenenfalls) vom Sekretär unterzeichnet. Vollmachten bleiben dem Sitzungsprotokoll beigefügt.

Kopien solcher Protokolle oder Auszüge daraus, welche während eines Gerichtsverfahrens oder anderweitig vorgelegt werden, werden vom Vorsitzenden und (gegebenenfalls) vom Sekretär oder von zwei Geschäftsführungsratsmitgliedern unterzeichnet.

**Art. 12. Befugnisse der Geschäftsführer.** Jeder Geschäftsführer einzeln oder der Geschäftsführungsrat, falls ein solcher besteht, ist mit den weitreichendsten Befugnissen ausgestattet, um jedwede Handlung auszuführen, welche für die Ausführung des Gesellschaftszweckes notwendig oder dienlich ist. Sämtliche Befugnisse, die nicht durch das Gesetz oder durch den vorliegenden Gesellschaftsvertrag ausdrücklich dem Alleingesellschafter oder der Gesellschafterversammlung vorbehalten sind, liegen in der Zuständigkeit des Geschäftsführers, der Geschäftsführer oder des Geschäftsführungsrats.

**Art. 13. Übertragung von Befugnissen.** Der/die Geschäftsführer oder der Geschäftsführungsrat können einzelne Befugnisse oder Vollmachten beziehungsweise ständige oder zeitweilige Befugnisse an andere von ihnen auserwählte Personen oder Vertreter übertragen.

**Art. 14. Interessenkonflikte.** Kein Vertrag oder sonstiges Rechtsgeschäft zwischen der Gesellschaft und irgend-einer anderen Gesellschaft oder Firma wird durch den Umstand beeinträchtigt oder ungültig, dass ein oder mehrere Geschäftsführer oder Bevollmächtigte der Gesellschaft persönlich an einer solchen Gesellschaft oder Firma beteiligt ist/sind oder Geschäftsführer, Gesellschafter, Bevollmächtigte(r) oder Angestellte(r) einer solchen Gesellschaft oder Firma ist/sind. Vorbehaltlich nachfolgender gegenteiliger Bestimmungen wird kein Geschäftsführer oder Bevollmächtigter der Gesellschaft, der als Geschäftsführer, Gesellschafter, Bevollmächtigter oder Angestellter einer Gesellschaft oder Firma, mit der die Gesellschaft vertragliche Beziehungen eingeht oder sonstwie Geschäfte tätigt, infolge einer solchen Verbindung mit solch einer anderen Gesellschaft oder Firma zwangsläufig daran gehindert, über solche Verträge oder andere Geschäfte betreffende Angelegenheiten zu beraten und diesbezüglich zu entscheiden oder zu handeln.

Falls ein Geschäftsführer oder ein Bevollmächtigter der Gesellschaft ein persönliches Interesse an einem Rechtsgeschäft der Gesellschaft hat, muss er dieses persönliche Interesse unbeschadet des Vorangehenden dem Geschäftsführungsrat zur Kenntnis bringen und darf nicht an Beratungen bezüglich solcher Rechtsgeschäfte teilnehmen oder darüber abstimmen, und diese Rechtsgeschäfte und Interessen eines Geschäftsführers oder Bevollmächtigten sind dem Alleingesellschafter oder bei der nächsten Gesellschafterversammlung offenzulegen.

**Art. 15. Vertretung der Gesellschaft.** Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten durch die Einzelunterschrift jedes Geschäftsführers rechtsverbindlich verpflichtet. Sie wird weiterhin durch die gemeinschaftlichen Unterschriften oder die Einzelunterschrift von Personen, denen solche Zeichnungsbefugnisse durch den/die Geschäftsführer oder den Geschäftsführungsrat übertragen wurden, rechtsverbindlich verpflichtet, wobei dies jedoch lediglich innerhalb der übertragenen Befugnisse gilt.

**Art. 16. Kommissare.** Die Überwachung der Gesellschaftsgeschäfte kann und, in den gesetzlich bestimmten Fällen, muss einem oder mehreren Kommissaren anvertraut werden, welche keine Gesellschafter sein müssen.

Die Kommissare werden, gegebenenfalls, vom Alleingesellschafter oder, gegebenenfalls, von der Gesellschafterversammlung, die deren Anzahl festlegt, für einen Zeitraum gewählt, der sechs Jahre nicht überschreiten darf, und sie bleiben im Amt, bis ihre Nachfolger gewählt sind. Am Ende ihres Mandats als Kommissar sind sie wiederwählbar, können jedoch jederzeit mit oder ohne Grund durch einen Beschluss des Alleingesellschafters oder, gegebenenfalls, der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

#### **Kapitel IV.- Gesellschafterversammlung.**

**Art. 17. Gesellschafterversammlung.** Besteht die Gesellschaft aus einem Alleingesellschafter, so übt dieser die Befugnisse aus, die per Gesetz der Gesellschafterversammlung zufallen. Die Artikel 194 bis 196 und 199 des Gesetzes vom 10. August 1915 finden diesbezüglich keine Anwendung.

Die Beschlüsse der Gesellschafter können, sofern die Gesellschaft aus nicht mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschaftern besteht, durch schriftliche Abstimmung über den Wortlaut der zu fassenden Beschlüsse, der durch den/die Geschäftsführer oder den Geschäftsführungsrat per Einschreiben an die Gesellschafter übersandt wird, getroffen werden. Im letzteren Falle sind die Gesellschafter verpflichtet, ihre Stimme innerhalb einer Frist von fünfzehn Tagen ab dem Zugang des Wortlauts des vorgeschlagenen Beschlusses schriftlich abzugeben und an die Gesellschaft zu übersenden.

Außer im Falle eines Alleingesellschafters können die Gesellschafter eine Gesellschafterversammlung nach Einberufung gemäss luxemburgischem Recht durch den/die Geschäftsführer beziehungsweise den Geschäftsführungsrat, oder subsidiär, durch den Kommissar, oder subsidiär dazu, auf Anfrage von Gesellschaftern, welche die Hälfte des Gesell-



schaftskapitals darstellen, abhalten. Die Einberufung, welche gemäss Gesetz den Gesellschaftern zugesendet wird, beinhaltet Zeitpunkt und Ort der Versammlung, sowie Tagesordnung und Art der abzuschließenden Geschäfte.

Wenn alle Gesellschafter bei der Gesellschafterversammlung anwesend oder vertreten sind, und wenn sie erklären, dass sie über die Tagesordnung der Versammlung informiert worden sind, kann die Versammlung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

Ein Gesellschafter kann an jeder Gesellschafterversammlung teilnehmen, indem er schriftlich, per Telefax oder Telegramm, eine andere Person als Vertreter bestellt, welcher kein Gesellschafter sein muss.

Gesellschafterversammlungen, Jahresgesellschafterversammlung inbegriffen, können im Ausland abgehalten werden, wenn Umstände höherer Gewalt, deren Einschätzung im alleinigen Ermessen des Geschäftsführers beziehungsweise der Geschäftsführer oder des Geschäftsführungsrats liegen, dies erforderlich machen.

**Art. 18. Befugnisse der Gesellschafterversammlung.** Jede ordnungsgemäss zusammengetretene Gesellschafterversammlung vertritt die Gesamtheit der Gesellschafter.

Mit Ausnahme der Befugnisse, die laut Gesetz oder vorliegendem Gesellschaftsvertrag dem Geschäftsführer, den Geschäftsführern beziehungsweise dem Geschäftsführungsrat vorbehalten sind, ist sie mit den weitestreichendsten Befugnissen ausgestattet, um jedwede mit den Gesellschaftsgeschäften verbundene Handlung durchzuführen oder zu genehmigen.

**Art. 19. Jahresgesellschafterversammlung.** Die Jahresgesellschafterversammlung, die lediglich dann abzuhalten ist, wenn die Gesellschaft mehr als 25 Gesellschafter zählt, tritt jedes Jahr am 31. März um 14 Uhr am Gesellschaftssitz oder an jedem anderen im Einberufungsbescheid zu der Versammlung angegebenen Ort zusammen.

Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag, so wird die Jahresgesellschafterversammlung am darauffolgenden Werktag abgehalten.

**Art. 20. Verfahren, Wahl.** Jeder Beschluss hinsichtlich der Abänderungen des vorliegenden Gesellschaftsvertrages und jeder Beschluss, dessen Fassung aufgrund des vorliegenden Gesellschaftsvertrags oder, gegebenenfalls, des Gesetzes, der für eine Abänderung dieses Gesellschaftsvertrages erforderlichen Beschlussfähigkeit und Mehrheit unterliegt, muss von einer Mehrheit der Gesellschafter angenommen werden, die mindestens drei Viertel des gesamten Gesellschaftskapitals vertreten.

Vorbehaltlich gegenteiliger Bestimmungen des Gesetzes oder des vorliegenden Gesellschaftsvertrages werden alle übrigen Beschlüsse von Gesellschaftern getroffen, die mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten.

Jeder Geschäftsanteil berechtigt zu einer Stimme.

Kopien von oder Auszüge aus Sitzungsprotokollen, welche in Gerichtsinstanzen oder anderweitig vorgebracht werden können, werden durch den Vorsitzenden oder einen Geschäftsführer unterzeichnet.

#### **Kapitel V.- Geschäftsjahr, Ausschüttung und Verteilung von Gewinnen.**

**Art. 21. Geschäftsjahr.** Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Tag des Monats Januar und endet am einunddreißigsten Tag des Monats Dezember eines jeden Jahres.

**Art. 22. Bilanz.** Am Ende jedes Geschäftsjahres werden die Bücher geschlossen und der/die Geschäftsführer oder der Geschäftsführungsrat erstellen ein Inventar der Aktiva und Passiva der Gesellschaft sowie die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung in Übereinstimmung mit dem Gesetz.

Die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung werden dem Alleingesellschafter oder, gegebenenfalls, der Gesellschafterversammlung zur Verabschiedung vorgelegt.

Jeder Gesellschafter oder ein von ihm Bevollmächtigter hat das Recht diese Finanzdokumente am Gesellschaftssitz einzusehen. Zählt die Gesellschaft mehr als 25 Gesellschafter, so kann dieses Recht lediglich während fünfzehn Tagen vor dem Datum der Jahresgesellschafterversammlung ausgeübt werden.

**Art. 23. Ausschüttung und Verteilung von Gewinnen.** Fünf Prozent (5%) werden vom jährlichen Reingewinn abgezogen und den gesetzlichen Rücklagen zugewiesen. Die Verpflichtung, diese Zuweisung vorzunehmen, besteht dann nicht mehr, wenn die gesetzlichen Rücklagen die Höhe von zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals erreicht haben.

Der Alleingesellschafter oder die Gesellschafterversammlung entscheiden über die Verwendung des Saldos des jährlichen Reingewinns. Sie können entscheiden, den Saldo ganz oder teilweise einer Reserve oder Provision zuzuweisen, ihn auf neue Rechnung zu übertragen oder ihn in Form von Dividenden an die Gesellschafter auszuschütten.

Der/die Geschäftsführer oder der Geschäftsführungsrat können unter den gesetzlich vorgeschriebenen Bedingungen eine Abschlagsdividende auszahlen. Der/die Geschäftsführer oder der Geschäftsführungsrat bestimmen den Betrag und das Datum für die Auszahlung einer solchen Abschlagszahlung.

#### **Kapitel VI.- Auflösung, Liquidation.**

**Art. 24. Auflösung, Liquidation.** Vorbehaltlich anderslautender Gesetzesbestimmungen kann die Gesellschaft durch einen Beschluss des Alleingesellschafters oder der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, der gemäss denselben Regeln bezüglich des Quorums und der Mehrheit getroffen wird, die für die Abänderung des vorliegenden Gesellschaftsvertrags vorgesehen sind.

Bei Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere Abwickler (wahlweise natürliche oder juristische Personen) durchgeführt, die durch den Alleingesellschafter oder die Gesellschafterversammlung ernannt werden, die die Befugnisse und die Entschädigung der Abwickler festlegen.

Nach Begleichung aller Schulden und Gebühren der Gesellschaft und nach Begleichung der Liquidationsausgaben wird das verbleibende Nettovermögen gleichmäßig an die Inhaber der Geschäftsanteile ausgeschüttet, und zwar im Verhältnis zu der Anzahl der von ihnen gehaltenen Geschäftsanteile.

### Kapitel VII.- Anwendbares Recht.

**Art. 25. Anwendbares Recht.** Sämtliche Angelegenheiten, die nicht durch den vorliegenden Gesellschaftsvertrag geregelt sind, werden in Übereinstimmung mit dem Luxemburger Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner derzeit geltenden Fassung bestimmt.

#### Zeichnung und Einzahlung

Nachdem der Gesellschaftsvertrag der Gesellschaft durch die erschienene Partei erstellt worden ist, hat diese Partei folgende Anzahl Geschäftsanteile gezeichnet und nachstehende Beträge in bar eingezahlt:

Gesellschafter	gezeichnetes Kapital (EUR)	Anzahl Geschäftsanteile	Einzahlung (EUR)
KOCH CELLULOSE, LLC .....	12.500,-	500	12.500,-
Summe .....	12.500,-	500	12.500,-

Der Beweis dieser Einzahlung wurde dem amtierenden Notar erbracht, der bestätigt, dass die Bestimmungen des Artikels 183 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner derzeit geltenden Fassung eingehalten worden sind.

#### Schätzung der Kosten

Die Kosten, Auslagen, Aufwendungen und Honorare jeglicher Art, welche der Gesellschaft aufgrund ihrer Gründung entstehen, werden auf ungefähr zweitausendzweihundert (2.200,-) Euro geschätzt.

#### Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt am Gründungstag der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2004.

#### Ausserordentliche Gesellschafterversammlung

Der Alleingesellschafter, der stellvertretend für die Gesellschafterversammlung handelt, hat unverzüglich die folgenden Beschlüsse gefasst:

1. Der Alleingesellschafter beschließt, die Anzahl der Geschäftsführer auf einen (1) festzulegen, und beschließt außerdem folgende Person zum alleinigen Geschäftsführer für einen Zeitraum zu ernennen, der am Tag der Bestätigung des Jahresabschlusses für das am 31. Dezember 2004 abgeschlossene Geschäftsjahr endet:

- Herrn Patrick Joseph Boushka, Vice President, Corporate Development, KOCH MINERAL SERVICES, LLC, geboren in Wichita, Kansas (Vereinigte Staaten von Amerika) am 2. Oktober 1964 und wohnhaft in 202 S. Ridgecrest, Wichita, Kansas, 67218 (Vereinigte Staaten von Amerika).

2 Der Sitz der Gesellschaft wird sich befinden in:

- 231, Val des Bons Malades, L-2121 Luxemburg-Kirchberg (Großherzogtum Luxemburg)

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnende Notar, welcher der englischen Sprache ermächtigt ist, erklärt hiermit, dass auf Anfrage der obengenannten erschienen Person, die Urkunde in englischer Sprache, gefolgt von einer deutschen Übersetzung, gefasst ist; auf Anfrage der gleichen Person und im Falle einer Nichtübereinstimmung des englischen und deutschen Textes, wird der englische Text vorwiegen.

Und nachdem das Dokument vom Notar dem Erschienenen vorgelesen wurde, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit uns, dem Notar, unterzeichnet.

Signé: L. Schummer, A. Schwachtgen.

Enregistré à Luxembourg, le 3 mars 2004, vol. 142S, fol. 71, case 4. – Reçu 125 euros.

Le Receveur (signé): Muller.

Pour expédition, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mars 2004.

A. Schwachtgen

(022860.3/230/532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2004.

### WORLD TRADE INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 71.996.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 11 mars 2004, réf. LSO-AO02577, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2004.

Signature.

(022468.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

**ASWI 2 S.A., Société Anonyme.**  
Siège social: L-3326 Crauthem, 17, rue Jean Braun.  
R. C. Luxembourg B 99.499.

## STATUTS

L'an deux mille quatre, le vingt février.

Par-devant Nous Maître Alex Weber, notaire de résidence à Bascharage.

Ont comparu:

1.- La société à responsabilité limitée ALCOM INTER, S.à r.l., avec siège social à L-5485 Wormeldange-Haut, 25, Henneschtgaass,

ici représentée par son gérant Monsieur Joseph Altmann, vigneron, demeurant à Wormeldange-Haut.

2.- La société à responsabilité limitée B.I. MARIE-CLAIRE WALERS, S.à r.l., avec siège social à L-3326 Crauthem, 17, rue Jean Braun,

ici représentée par sa gérante Madame Marie-Claire Walers, ci-après qualifiée.

3.- Madame Suzanne Schoenofen, retraitée, demeurant à L-6251 Scheidgen, 47, rue de Michelshof,

ici représentée par Madame Marie-Claire Walers, préqualifiée,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 18 février 2004.

4.- Monsieur Gilles Feidt, étudiant, demeurant à L-3326 Crauthem, 17, rue Jean Braun,

ici représenté par Madame Marie-Claire Walers, préqualifiée,

en vertu d'une procuration sous seing privé donnée le 18 février 2004.

Lesquelles deux prédites procurations, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Lesquels comparants, ès-qualités qu'ils agissent, ont requis le notaire instrumentant de dresser acte constitutif d'une société anonyme qu'ils déclarent constituer entre eux et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

### Titre I<sup>er</sup>.- Dénomination, Siège social, Objet, Durée

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de ASWI 2 S.A.

**Art. 2.** Le siège de la société est établi à Crauthem.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, ou dans toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

La décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la société. Pareille déclaration de transfert du siège sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

**Art. 3.** La société est constituée pour une durée indéterminée.

**Art. 4.** La société a pour objet:

- la réalisation, la construction, la commercialisation ainsi que l'achat, la vente et la mise en valeur d'immeubles, la gérance et la promotion immobilière;

- la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale et prêter tous concours, que ce soit par des prêts, garanties ou de toute autre manière à des sociétés accessoires ou affiliées.

La société peut avoir un établissement commercial ouvert au public.

La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'obligations.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toute opération financière, mobilière ou immobilière, commerciale ou industrielle qu'elle jugera utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

### Titre II.- Capital, Actions

**Art. 5.** Le capital social est fixé à trente-deux mille euros (EUR 32.000,-), divisé en trois cent vingt (320) actions d'une valeur nominale de cent euros (EUR 100,-) chacune.

Des certificats d'actions peuvent être émis en coupures de 1, 2 ou plusieurs actions, au choix du propriétaire.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix des actionnaires.

La société peut, dans la mesure où, et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions.

### Titre III.- Administration

**Art. 6.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non, nommés pour un terme qui ne peut excéder six ans, par l'assemblée générale des actionnaires, et toujours révocables par elle.

Le nombre des administrateurs ainsi que leur rémunération et la durée de leur mandat sont fixés par l'assemblée générale de la société.

**Art. 7.** Le conseil d'administration peut choisir parmi ses membres un président.

Le conseil d'administration se réunit sur la convocation du président, aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il doit être convoqué chaque fois que deux administrateurs le demandent.

**Art. 8.** Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous actes d'administration et de disposition qui rentrent dans l'objet social. Il a dans sa compétence tous les actes qui ne sont pas réservés expressément par la loi et les statuts à l'assemblée générale. Il est autorisé à verser des acomptes sur dividendes aux conditions prévues par la loi.

**Art. 9.** La société se trouve engagée en toutes circonstances soit par la signature individuelle de l'administrateur-délégué, soit par la signature conjointe de deux administrateurs, dont obligatoirement celle de l'administrateur-délégué.

**Art. 10.** Le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la société à un ou plusieurs administrateurs qui prendront la dénomination d'administrateurs-délégués.

Il peut aussi confier la direction de l'ensemble ou de telle partie ou branche spéciale des affaires sociales à un ou plusieurs directeurs, et donner des pouvoirs spéciaux pour des affaires déterminées à un ou plusieurs fondés de pouvoirs, choisis dans ou hors son sein, actionnaires ou non.

**Art. 11.** Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont suivies au nom de la société par le conseil d'administration, poursuites et diligences de son président ou d'un administrateur délégué à ces fins.

#### **Titre IV.- Surveillance**

**Art. 12.** La société est surveillée par un ou plusieurs commissaires nommés par l'assemblée générale, qui fixe leur nombre et leur rémunération, ainsi que la durée de leur mandat, qui ne peut excéder six ans.

#### **Titre V.- Assemblée générale**

**Art. 13.** L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le deuxième vendredi du mois de juin, à 17.00 heures, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale a lieu le premier jour ouvrable suivant.

#### **Titre VI.- Année sociale, Répartition des bénéfices**

**Art. 14.** L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

**Art. 15.** L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales et des amortissements, forme le bénéfice net de la société. Sur ce bénéfice, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint le dixième du capital social, mais devrait toutefois être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve avait été entamé.

Le solde est à la disposition de l'assemblée générale.

#### **Titre VII.- Dissolution, Liquidation**

**Art. 16.** La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leurs émoluments.

#### **Titre VIII.- Dispositions générales**

**Art. 17.** Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et de ses lois modificatives.

#### *Déclaration*

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

#### *Dispositions transitoires*

1) Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra tout le temps à courir de la constitution de la société jusqu'au 31 décembre 2004.

2) La première assemblée générale annuelle se tiendra en 2005.

3) Exceptionnellement, le premier administrateur-délégué est nommé par l'assemblée générale extraordinaire désignant le premier conseil d'administration.

#### *Souscription et libération*

Les statuts de la société ayant été ainsi arrêtés, les comparants déclarent souscrire le capital comme suit:

1.- La société à responsabilité limitée ALCOM INTER, S.à r.l., préqualifiée, cent soixante actions . . . . .	160
2.- La société à responsabilité limitée B.I. MARIE-CLAIRE WALERS, S.à r.l., préqualifiée, quatre-vingt-seize actions . . . . .	96
3.- Madame Suzanne Schoenofen, préqualifiée, trente-deux actions . . . . .	32
4.- Monsieur Gilles Feidt, préqualifié, trente-deux actions . . . . .	32
Total: trois cent vingt actions . . . . .	320

Toutes les actions ont été intégralement libérées à raison de cent pour cent (100%) par des versements en espèces, de sorte que le montant de trente-deux mille euros (EUR 32.000,-) se trouve dès à présent à la disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

*Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à mille cinq cents euros (EUR 1.500).

*Assemblée générale extraordinaire*

Les actionnaires sus-indiqués, représentant l'intégralité du capital souscrit ont immédiatement procédé à la tenue d'une Assemblée Générale Extraordinaire.

Après avoir vérifié qu'elle était régulièrement constituée, cette assemblée a adopté à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

Le nombre des administrateurs est fixé à trois (3) et celui de commissaire aux comptes à un (1).

*Deuxième résolution*

Sont nommés administrateurs:

a) Monsieur Jos Altmann, vigneron, né à Luxembourg le 21 mars 1944, demeurant à L-5485 Wormeldange, 25, Henneschtgaass;

b) Monsieur Gilles Feidt, étudiant, né à Luxembourg le 18 octobre 1978, demeurant à L-3326 Crauthem, 17, rue Jean Braun;

c) Madame Marie-Claire Walers, commerçante, née à Luxembourg le 12 mars 1951, demeurant à L-3326 Crauthem, 17, rue Jean Braun.

Madame Marie-Claire Walers, préqualifiée sub c), est nommée administrateur-délégué avec pouvoir d'engager valablement la société en toutes circonstances par sa seule signature.

Les administrateurs sont nommés jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui sera tenue en l'an 2009.

*Troisième résolution*

A été nommée commissaire aux comptes:

La société LUX-FIDUCIAIRE CONSULTING, S.à r.l., avec siège social à L-2763 Luxembourg, 12, rue Ste Zithe, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 49.280.

Le commissaire aux comptes est élu jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en 2009.

*Quatrième résolution*

Le siège social est établi à L-3326 Crauthem, 17, rue Jean Braun.

Le notaire instrumentant a rendu attentif les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

Dont acte, fait et passé à Bascharage en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J. Altmann, M.-C. Walers, A. Weber.

Enregistré à Capellen, le 2 mars 2004, vol. 429, fol. 26, case 3.- Reçu 320 euros.

Le Receveur (signé): Santioni.

Pour expédition conforme, délivrée à la société à sa demande, sur papier libre, aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Bascharage, le 12 mars 2004.

A. Weber.

(022609.3/236/162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

**BRITOMATIS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.

R. C. Luxembourg B 83.992.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 12 mars 2004, réf. LSO-AO02879, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

**AFFECTATION DU RESULTAT**

- Résultats reportés. . . . .	- 8.053,59 EUR
- Résultats 2002. . . . .	- 107.907,11 EUR
- Report à nouveau . . . . .	- 115.960,70 EUR

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2004.

Signature.

(022734.3//14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

**ROBOTO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6118 Junglinster, 13, rue de Godbrange.  
R. C. Luxembourg B 11.621.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Diekirch, le 2 mars 2004, réf. DSO-AO00025, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la Société*

ROBOTO, S.à r.l.

Signature

(022469.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

**WHITEBOX S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2441 Luxembourg, 255, rue de Rollingergrund.  
R. C. Luxembourg B 70.952.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 11 mars 2004, réf. LSO-AO02579, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2004.

Signature.

(022471.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

**CHAVANNES S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg.  
R. C. Luxembourg B 79.059.

L'an deux mille quatre, le vingt février.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding CHAVANNES S.A., ayant son siège social à Luxembourg, R.C. Luxembourg section B numéro 79.059, constituée suivant acte reçu le 21 novembre 2000 par devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 436 du 13 juin 2001, modifié par acte du même notaire en date du 1<sup>er</sup> décembre 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 483 du 27 juin 2001.

L'assemblée est présidée par Monsieur Hubert Janssen, juriste, demeurant professionnellement à Torgny (Belgique).

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Mademoiselle Rachel Uhl, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignées sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les 5.800 (cinq mille huit cents) actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

1) Modification de l'article 4 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 4.** La société a pour objet la prise de participation sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet, sans vouloir bénéficier du régime fiscal particulier organisé par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés de participations financières.

La société peut en outre réaliser toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières et financières.»

2) Modification de l'article 27 pour lui donner la teneur suivante:

«La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures, trouvera son application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.»

3) Augmentation du capital social à concurrence de EUR 770.000,- (sept cent soixante-dix mille euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 580.000,- (cinq cent quatre-vingt mille euros) à EUR 1.350.000,- (un million trois cent cinquante mille euros), par incorporation à due concurrence d'une partie des résultats reportés.

4) Modification afférente de l'article 5 des statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, les actionnaires décident ce qui suit à l'unanimité:

*Première résolution*

L'assemblée décide de modifier l'article 4 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«La société a pour objet la prise de participation sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet, sans vouloir bénéficier du régime fiscal particulier organisé par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés de participations financières.

La société peut en outre réaliser toutes opérations commerciales, industrielles, immobilières et financières.»

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide de modifier l'article 27 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures, trouvera son application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.»

*Troisième résolution*

L'assemblée décide d'augmenter le capital social souscrit à concurrence de EUR 770.000,- (sept cent soixante-dix mille euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 580.000,- (cinq cent quatre-vingt mille euros) à EUR 1.350.000,- (un million trois cent cinquante mille euros) par la création et l'émission de 7.700 (sept mille sept cents) actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent) chacune à souscrire et libérer intégralement par incorporation à due concurrence d'une partie des résultats reportés, pour les attribuer aux actionnaires actuels au prorata de leur participation.

La justification de l'existence desdits résultats reportés a été rapportée au notaire instrumentant par la production d'un bilan récent de la société, où apparaissent lesdits montants, leur affectation, ayant été dûment approuvé par l'assemblée générale des actionnaires.

Tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration pour procéder aux écritures comptables qui s'imposent.

*Quatrième résolution*

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article cinq des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à EUR 1.350.000,- (un million trois cent cinquante mille euros), représenté par 13.500 (treize mille cinq cents) actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune.»

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de deux mille quatre cents euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: H. Janssen, R. Uhl, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 2004, vol. 20CS, fol. 46, case 4. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2004.

J. Elvinger.

(022558.3/211/83) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

**EUROCITY 2 S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1740 Luxembourg, 132, rue de Hollerich.

R. C. Luxembourg B 81.443.

Constituée par-devant M<sup>e</sup> Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 29 mars 2001, acte publié au Mémorial C n° 953 du 2 novembre 2001.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 9 mars 2004, réf. LSO-AO01888, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 mars 2004.

Pour EUROCITY 2 S.A.

INTERFIDUCIAIRE

Signature

(022488.3//15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

**COLLETTE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-7595 Reckange-sur-Mess, 31, rue Principale.  
R. C. Luxembourg B 47.369.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Diekirch, le 2 mars 2004, réf. DSO-AO00015, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la Société*

COLLETTE, S.à r.l.

Signature

(022473.3/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

**JAGER FINANCEMENT S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2163 Luxembourg, 10, avenue Monterey.  
R. C. Luxembourg B 99.502.

STATUTS

L'an deux mille quatre, le deux mars.

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Mersch.

Ont comparu:

1. INTERNATIONAL GLASHOLDING S.A., société anonyme, ayant son siège social à L-2163 Luxembourg, 10, avenue Monterey,

ici représentée par Madame Corina Faber, employée privée, L-2163 Luxembourg, 10, avenue Monterey, en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée à Luxembourg, le 27 février 2004.

2. BPH FINANCE S.A., société anonyme, ayant son siège social à L-2163 Luxembourg, 10, avenue Monterey, ici représentée par Madame Corina Faber, prénommée, en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée à Luxembourg, le 27 février 2004.

Les procurations prémentionnées resteront annexées aux présentes.

Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

**Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital**

**Art. 1.** Il est formé une société anonyme sous la dénomination de JAGER FINANCEMENT S.A.

**Art. 2.** Le siège social est établi à Luxembourg.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

**Art. 3.** La durée de la société est illimitée.

**Art. 4.** La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

Elle peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct ou indirect tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

**Art. 5.** Le capital social est fixé à deux cent mille euros (EUR 200.000,-) représenté par deux cents (200) actions d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

La société peut procéder au rachat de ses propres actions dans les conditions prévues par la loi.

*Capital autorisé:*

Le capital social de la société pourra être porté de son montant actuel à deux millions d'euros (EUR 2.000.000,-) par la création et l'émission d'actions nouvelles d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

Le Conseil d'Administration est autorisé et mandaté:

- à réaliser cette augmentation de capital, en une seule fois ou par tranches successives, par émission d'actions nouvelles à libérer par voie de versements en espèces, d'apports en nature, par transformation de créances ou encore, sur approbation de l'assemblée générale annuelle, par voie d'incorporation de bénéfices ou réserves au capital;



- à fixer le lieu et la date de l'émission ou des émissions successives, le prix d'émission, les conditions et modalités de souscription et de libération des actions nouvelles;

- à supprimer ou limiter le droit de souscription préférentiel des actionnaires quant à l'émission d'actions nouvelles à émettre dans le cadre du capital social autorisé.

Cette autorisation est valable pour une période de cinq ans à partir de la date de la publication du présent acte et peut être renouvelée par une assemblée générale des actionnaires quant aux actions du capital autorisé qui d'ici là n'auront pas été émises par le Conseil d'Administration.

A la suite de chaque augmentation de capital réalisée et dûment constatée dans les formes légales, le premier alinéa de cet article se trouvera modifié de manière à correspondre à l'augmentation intervenue; cette modification sera constatée dans la forme authentique par le Conseil d'Administration ou par toute personne qu'il aura mandatée à ces fins.

### **Administration - Surveillance**

**Art. 6.** La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

**Art. 7.** Le Conseil d'Administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

**Art. 8.** Le Conseil d'Administration désigne parmi ses membres un président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou télécopie, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie.

Les décisions du Conseil d'Administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

**Art. 9.** Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du Conseil d'Administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

**Art. 10.** La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil.

**Art. 11.** La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

### **Année sociale - Assemblée générale**

**Art. 12.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

**Art. 13.** Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le Conseil d'Administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

**Art. 14.** L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

**Art. 15.** L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le Conseil d'Administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

**Art. 16.** L'assemblée générale annuelle se réunit le dernier vendredi du mois de juin à quinze heures à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

**Art. 17.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

### *Dispositions transitoires*

1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le trente et un décembre deux mille quatre.

2) La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en deux mille cinq.

*Souscription et libération*

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les actions comme suit:

1. INTERNATIONAL GLASHOLDING S.A., prénommée: une action .....	1
2. BPH FINANCE S.A., prénommée: cent quatre-vingt-dix-neuf actions .....	199
<b>Total: deux cents actions .....</b>	<b>200</b>

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de deux cent mille euros (EUR 200.000,-) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné.

*Déclaration*

Le notaire-rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi sur les sociétés commerciales, et en constate expressément l'accomplissement.

*Estimation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de EUR 3.500,-.

*Assemblée générale extraordinaire.*

Et à l'instant les comparants, préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité les résolutions suivantes:

- 1) Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.
- 2) Sont appelés aux fonctions d'administrateur:
  - a) CREDIT LYONNAIS MANAGEMENT SERVICES (LUXEMBOURG) S.A., société anonyme, ayant son siège social à L-2163 Luxembourg, 10, avenue Monterey, R.C.S. Luxembourg B 8.789,
  - b) Monsieur Michel Di Benedetto, employé privé, L-2163 Luxembourg, 10, avenue Monterey, né à Mont-Saint-Martin, France, le 16 septembre 1969;
  - c) Monsieur Dominique Moinil, employé privé, L-2163 Luxembourg, 10, avenue Monterey, né à Namur, Belgique, le 28 décembre 1959.
- 3) Est appelé aux fonctions de commissaire:
  - H.R.T. REVISION, S.à r.l, avec siège social à L-1526 Luxembourg, 23, Val Fleuri, R.C.S. Luxembourg B 51.238.
- 4) Les mandats des administrateurs et commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de deux mille neuf.
- 5) Le siège social est fixé à L-2163 Luxembourg, 10, avenue Monterey.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. Faber et H. Hellinckx.

Enregistré à Mersch, le 8 mars 2004, vol. 427, fol. 3, case 1.— Reçu 2.000 euros.

*Le Receveur (signé): A. Muller.*

Pour copie conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 9 mars 2004.

H. Hellinckx.

(022631.3/242/149) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

**LAMFIN S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.

R. C. Luxembourg B 51.643.

**EXTRAIT**

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Ordinaire tenue extraordinairement en date du 8 mars 2004 que:

- Monsieur François Winandy, Président du Conseil d'Administration, diplômé EDHEC, demeurant à Luxembourg.
- Monsieur Rodolphe Gerbes, Licencié en sciences commerciales et financières, demeurant à Luxembourg.
- Monsieur Christian Billon, Réviseur d'Entreprises, demeurant à Luxembourg.

Sont réélus Administrateurs pour une durée de trois années, leurs mandats prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes arrêtés au 31 octobre 2006.

Et que:

- Monsieur Armand Berchem, diplômé HEC Paris, demeurant à Niederaanven.

Est réélu Commissaire aux Comptes pour la même période, son mandat prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes arrêtés au 31 octobre 2006.

Luxembourg, le 8 mars 2004.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 12 mars 2004, réf. LSO-AO02888. — Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): D. Hartmann.*

(022701.3/802/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

**SPORT CONSULTING S.A., Société Anonyme.**  
Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 82.822.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 11 mars 2004, réf. LSO-AO02581, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2004.

Signature.

(022472.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

---

**YNVENYTYS S.A., Société Anonyme.**  
Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.  
R. C. Luxembourg B 76.925.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 11 mars 2004, réf. LSO-AO02583, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2004.

Signature.

(022477.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

---

**BUREAU J.M. SEIL ET ASSOCIE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2555 Merl, 39, rue de Strassen.  
R. C. Luxembourg B 65.526.

L'an deux mille quatre, le vingt-trois février.

Par devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée BUREAU J.M. SEIL ET ASSOCIE, S.à r.l., ayant son siège social à Strassen, 98, route d'Arlon, R.C. Luxembourg section B numéro 65.526, constituée suivant acte reçu le 21 juillet 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 733 du 10 octobre 1998.

L'assemblée est présidée par Monsieur Jean-Marie Seil, employé privé demeurant à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Mademoiselle Chiara Lentini, employée privée demeurant à Luxembourg,

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les associés présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les 2.000 (deux mille) parts, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les associés ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

1.- Constat d'une cession de six cent soixante sept parts sociales par Monsieur Georges Seil à Monsieur Jean-Marie Seil et à Mademoiselle Chiara Lentini, chacun pour moitié.

2.- Transfert du siège social de Strassen, 98, route d'Arlon, à L-2555 Merl, 39, rue de Strassen.

3.- Modification afférente de l'article 4 des statuts.

*Première résolution*

Par la présente les associés constatent qu'en vertu d'un acte sous seing privé en date de ce jour Monsieur Georges Seil a cédé à Monsieur Jean-Marie Seil, trois cent trente-trois parts (333) sociales d'une valeur nominale de EUR 25,- (vingt-cinq Euro), et à Mademoiselle Chiara Lentini trois cent trente-quatre part (334) sociales d'une valeur nominale de EUR 25,- (vingt-cinq Euro). Lesdites cessions sont intervenues moyennant le prix convenu entre les parties que le cédant reconnaît avoir reçu dès avant les présentes.

Ces cessions de parts sont approuvées conformément à l'article 7 des statuts et les associés les considèrent comme dûment signifiées à la société conformément à l'article 1690 du code civil et à l'article 190 de la loi sur les sociétés commerciales.

En conséquence, le capital social est désormais réparti comme suit:

- Monsieur Jean-Marie Seil: mille parts sociales . . . . .	1.000
- Mademoiselle Chiara Lentini: mille parts sociales. . . . .	1.000
<b>Total: deux mille parts sociales . . . . .</b>	<b>2.000</b>

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide de transférer le siège social au 39, rue de Strassen, à L-2555 Merl.

*Troisième résolution*

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, il est décidé de modifier l'article 4 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 4.** Le siège social est établi à Merl.»

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille Euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: J.-M. Seil, G. Seil, C. Lentini, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 2004, vol. 20CS, fol. 47, case 2. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mars 2004.

J. Elvinger.

(022530.3/211/58) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

**IMMOBILIERE J.M. SEIL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2555 Merl, 39, rue de Strassen.

R. C. Luxembourg B 46.633.

L'an deux mille quatre, le vingt trois février

Par devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit une assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée IMMOBILIERE J.M. SEIL, S.à r.l., ayant son siège social à Mersch, 20, rue de la Chapelle, R.C. Luxembourg section B numéro 46.633, constituée suivant acte reçu le 4 février 1994, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations.

L'assemblée est présidée par Monsieur Jean-Marie Seil, employé privé demeurant à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Mademoiselle Chiara Lentini, employée privée demeurant à Luxembourg,

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les associés présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence. Cette liste et les procurations, une fois signées par les comparants et le notaire instrumentant, resteront ci-annexées pour être enregistrées avec l'acte.

II.- Il ressort de la liste de présence que les 500 (cinq cents) parts, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les associés ont été préalablement informés.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

1.- Transfert du siège social de Mersch, 20, rue de la Chapelle, à L-2555 Merl, 39, rue de Strassen.

2.- Modification afférente de l'article 4 des statuts.

*Première résolution*

L'assemblée décide de transférer le siège social au 39, rue de Strassen, à L-2555 Merl.

*Deuxième résolution*

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, il est décidé de modifier l'article 4 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 4.** Le siège social est établi à Merl.»

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille Euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: J.-M. Seil, C. Lentini, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 27 février 2004, vol. 20CS, fol. 47, case 1. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mars 2004.

J. Elvinger.

(022529.3/211/42) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

**HIFI IMMOBILIERE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1740 Luxembourg, 132, rue de Hollerich.  
R. C. Luxembourg B 46.241.

Constituée sous forme de société anonyme suivant acte reçu par M<sup>e</sup> Jean Seckler, notaire alors de résidence à Junglinster, en date du 22 décembre 1993, publié au Mémorial C n° 117 du 29 mars 1994.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 9 mars 2004, réf. LSO-AO01899, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 2 mars 2004.

Pour HIFI IMMOBILIERE S.A.

INTERFIDUCIAIRE

Signature

(022492.3//15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

**J.V.P.H. S.A.-JOINT VENTURE PARTNERSHIP HOLDING, Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.  
R. C. Luxembourg B 62.340.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 9 mars 2004, réf. LSO-AO01847, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mars 2004.

Signature.

(022648.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

**S.C.I. DE LA CHAPELLE, Société Civile Immobilière.**

Siège social: L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois.

L'an deux mille quatre, le seize février.

Par-devant Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

Ont comparu:

1.- Monsieur Jacques Leomy, administrateur de société, né à Nevers, (France), le 18 juin 1964, CH-1820 Montreux, 5, avenue de Florimont, (Suisse).

2.- La société anonyme KALLY S.A., (anc. LUXMARK S.A.), ayant son siège social à L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois, (R.C.S. Luxembourg section B numéro 70.576),  
ici dûment représentée par son administrateur-délégué Monsieur Jacques Leomy, préqualifié.

Lequel comparant, ès-qualité, a requis le notaire instrumentaire d'acter ce qui suit:

- Que la société civile immobilière S.C.I. DE LA CHAPELLE, avec siège social à L-8017 Strassen, 9, rue de la Chapelle, a été constituée suivant acte reçu par Maître Paul Frieders, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 15 avril 2002, publié au Mémorial C numéro 1051 du 10 juillet 2002,

- Que les comparants sont les seuls et uniques associés actuels de ladite société et qu'ils se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité, sur ordre du jour conforme, les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée constate qu'en vertu de la cession de part sociale en date du 10 février 2004, Monsieur Joseph Doisy, employé privé, demeurant à Luxembourg, a cédé sa part sociale à la société anonyme KALLY S.A., (anc. LUXMARK S.A.), prédésignée.

Cette cession de part sociale est approuvée conformément à l'article six (6) des statuts et les associés la considèrent comme dûment signifiée à la société, conformément à l'article 1690 du code civil et à l'article 190 de la loi sur les sociétés commerciales.

La cessionnaire susdite est propriétaire de la part sociale lui cédées à partir de la date de la cession.

*Deuxième résolution*

A la suite de la constatation de la cession de part sociale ci-avant mentionnée, l'article cinq (5) des statuts se trouve modifié et aura dorénavant la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital social est fixé à dix mille euros (10.000,- EUR), représenté par cent (100) parts sociales de cent euros (100,- EUR) chacune.

Les parts sociales se répartissent comme suit:

1.- Monsieur Jacques Leomy, administrateur de société, demeurant à CH-1820 Montreux, 5, avenue de Florimont, (Suisse), quatre-vingt-dix-neuf parts sociales, .....	99
2.- La société anonyme KALLY S.A., ayant son siège social à L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois, (R.C.S. Luxembourg section B numéro 70.576), une part sociale, .....	1
Total: cent parts sociales, .....	100
Toutes les parts sociales sont intégralement libérées.»	

*Troisième résolution*

L'assemblée décide de transférer le siège social de L-8017 Strassen, 9, rue de la Chapelle, à L-1251 Luxembourg, 13, avenue du Bois, et de modifier en conséquence l'article quatre (4) des statuts comme suit:

«**Art. 4.** Le siège social est établi à Luxembourg.»

*Frais*

Tous les frais et honoraires des présentes, évalués à la somme de six cent trente euros, sont à charge de la société, et les associés s'y engagent personnellement.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: J. Leomy, J. Seckler.

Enregistré à Grevenmacher, le 2 mars 2004, vol. 526, fol. 9, case 9. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): G. Schlink.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 8 mars 2004.

J. Seckler.

(022500.3/231/54) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

**BRITOMATIS S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.

R. C. Luxembourg B 83.992.

## EXTRAIT

Il résulte des résolutions de l'Assemblée Générale Ordinaire qui s'est tenue extraordinairement ce 10 mars 2004 que:

- Monsieur François Winandy, diplômé EDHEC, demeurant à Luxembourg.

- Madame Mireille Gehlen, Licenciée en Administration des Affaires, demeurant à Dudelange (L).

Sont réélus Administrateurs pour une durée de trois années, leurs mandats prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes arrêtés au 31 décembre 2005.

- Monsieur Thierry Jacob, diplômé de l'Institut Commercial de Nancy (France), demeurant à Luxembourg.

Est élu Administrateur pour la même période, en remplacement de Monsieur René Schmitter, Administrateur démissionnaire de la société.

Et que

- H.R.T. REVISION, S.à r.l., ayant son siège social sis, Val Fleuri 23, L-1526 Luxembourg.

Est élue Commissaire aux Comptes pour la même période en remplacement de Monsieur Rodolphe Gerbes, Commissaire aux Comptes démissionnaire de la société.

Luxembourg, le 10 mars 2004.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 12 mars 2004, réf. LSO-AO02887. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(022704.3/802/24) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

**SBS BROADCASTING S.A., Société Anonyme.**

Registered office: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R. C. Luxembourg B 31.996.

In the year two thousand four, on the thirteenth of February.

Before us, Maître Jean-Joseph Wagner, notary residing in Sanem (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

Mr Alexandre Gobert, Maître en droit, residing in Luxembourg, acting as the representative of the board of directors of SBS BROADCASTING S.A., having its registered office at L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt, pursuant to the resolutions of the board of directors dated 21 September 2001 and of a power of substitution dated 10 February 2004.

The power of substitution, initialled ne varietur by the appearing party and the notary, is attached to the deed of the undersigned notary.

The appearing party, acting in said capacity, has required the undersigned notary to state his declarations as follows:

1) The company SBS BROADCASTING S.A. has been incorporated pursuant to a notarial deed on 24 October 1989, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, number 88 of 20 March 1990. The Articles of Incorporation have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary on 21 January 2004, not yet published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

2) The subscribed capital is set at sixty-three million eight hundred and six thousand six hundred and fifty-six euros (EUR 63,806,656.-) represented by thirty-one million nine hundred and three thousand three hundred and twenty-eight (31,903,328) shares of a par value of two euros (EUR 2.-) each.

3) Pursuant to article five of the Articles of Incorporation, the authorised capital is fixed at one hundred and fifty million euros (EUR 150,000,000.-) consisting of seventy-five million (75,000,000) shares, each share having a par value of two euros (EUR 2.-) each.

The board of directors is authorised generally to issue shares and to grant options to subscribe for shares, to such persons and on such terms as it shall see fit and specifically to proceed to such issue without reserving for the existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares issued.

4) It results from the resolutions of the board of directors of 21 September 2001, that the board of directors has issued options to the employees. These options may be exercised from time to time. In order to facilitate the exercise of the options from time to time by the company's employees, the board of directors has authorised Mr Guy Harles, on behalf and in the name of the board of directors, to appear before the notary, to acknowledge the exercise of the options and to consequently amend the articles of incorporation of the said company.

The company has received three subscription forms, two dated 2 February 2004 and one dated 11 February 2004, in order to convert thirty-six thousand six hundred and sixty-six (36,666) options. As a consequence, the capital is increased by an amount of seventy-three thousand three hundred and thirty-two euros (EUR 73,332.-) and raised from its present amount up to sixty-three million eight hundred and seventy-nine thousand nine hundred and eighty-eight euros (EUR 63,879,988.-) by the issue of thirty-six thousand six hundred and sixty-six (36,666) shares, each having a par value of two euros (EUR 2.-).

In accordance with Article 5 of the Articles of Incorporation, the preferential right of the existing shareholders to subscribe for the shares is suppressed.

The new shares have been subscribed as follows:

- five thousand (5,000) shares have been subscribed by Mr Douglas Fulton, Managing Director, residing at 93 Ribbingintie, 01100 Östersundom, Finland, for a price of seventeen euros and seventy cents (EUR 17.70) per share;
- six thousand six hundred and sixty-six (6,666) shares have been subscribed by Mr Lars Morlin, Chief Financial Officer, residing at Hästhagsgatan 7, 172 75 Sundbyberg, Sweden, for a price of twenty-two euros and fifteen cents (EUR 22.15) per share;
- twenty-five thousand (25,000) shares have been subscribed by DAN FILM A/S, having its registered office at Indiakaj 12, 2100 Copenhagen, Denmark, registered with the Danish Commerce and Companies Agency under number CVR no. 15287802, for a price of thirteen euros and thirty-seven cents (EUR 13.37) per share.

The justifying application form has been produced to the undersigned notary, who expressly acknowledges it.

All these shares have been paid up in cash by the subscribers so that the total sum of five hundred and seventy thousand four hundred and one euros and ninety cents (EUR 570,401.90) is at the disposal of the Company as has been proved to the undersigned notary.

The total contribution of five hundred and seventy thousand four hundred and one euros and ninety cents (EUR 570,401.90.-) represents seventy-three thousand three hundred and thirty-two euros (EUR 73,332.-) for the capital and four hundred and ninety-seven thousand sixty-nine euros and ninety cents (EUR 497,069.90) for the issue premium.

As a consequence of such increase of capital, article five of the Articles of Incorporation is amended and now reads as follows:

«**Art. 5.** The subscribed capital is set at sixty-three million eight hundred and seventy-nine thousand nine hundred and eighty-eight euros (EUR 63,879,988.-) represented by thirty-one million nine hundred and thirty-nine thousand nine hundred and ninety-four (31,939,994) shares of a par value of two euros (EUR 2.-) per share, which have been entirely paid in.

The authorised capital is set at one hundred and fifty million euros (EUR 150,000,000.-) consisting of seventy-five million (75,000,000) shares, each having a par value of two euros (EUR 2.-) per share.

During the period of five years from the date of the minutes of the Extraordinary General Meeting of 5 December 2003, the directors be and are hereby authorised to issue shares and to grant options to subscribe for shares, to such persons and on such terms as they shall see fit and specifically to proceed to such issue without reserving for the then existing shareholders a preferential right to subscribe to the shares issued.

The subscribed and the authorised capital of the corporation may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles of Incorporation.

The corporation may, to the extent and under the terms permitted by law, redeem its own shares.»

#### *Expenses*

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present stated increase of capital, are estimated at eight thousand euros.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing person the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the same appearing person and in case of divergences between the English text and the French text, the English text will prevail.

After reading and interpretation to the appearer, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the said appearer signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la traduction en français du texte qui précède:**

L'an deux mille quatre, le treize février.

Par-devant Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Monsieur Alexandre Gobert, Maître en droit, demeurant à Luxembourg, agissant en sa qualité de mandataire spécial au nom et pour compte du Conseil d'Administration de la société SBS BROADCASTING S.A., ayant son siège social à L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt, en vertu de résolutions du Conseil d'Administration en date du 21 septembre 2001 et d'un pouvoir de substitution du 10 février 2004.

Le pouvoir de substitution signé ne varietur par le comparant et le notaire est annexé à l'acte du notaire soussigné.

Lequel comparant, ès-qualité qu'il agit, a requis le notaire instrumentant de documenter ses déclarations comme suit:

1) SBS BROADCASTING S.A. a été constituée suivant acte notarié en date du 24 octobre 1989, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 88 du 20 mars 1990. Les statuts en ont été modifiés en dernier lieu suivant un acte reçu par le notaire soussigné en date du 21 janvier 2004, non encore publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

2) Le capital souscrit de la société est fixé à soixante-trois millions huit cent six mille six cent cinquante-six euros (EUR 63.806.656,-) représenté par trente et un millions neuf cent trois mille trois cent vingt-huit (31.903.328) actions, chaque action ayant une valeur de deux euros (EUR 2,-).

3) Conformément à l'article cinq des statuts, le capital autorisé est fixé à cent cinquante millions d'euros (EUR 150.000.000,-) représenté par soixante-quinze millions (75.000.000) d'actions, chaque action ayant une valeur nominale de deux euros (EUR 2,-).

Le Conseil d'Administration est généralement autorisé à émettre des actions et à consentir des options pour souscrire aux actions de la société, aux personnes et aux conditions que le conseil d'administration déterminera et plus spécialement de procéder à une telle émission sans réserver aux anciens actionnaires un droit préférentiel de souscription pour les actions à émettre.

4) Il résulte de la décision du conseil d'administration du 21 septembre 2001, que le conseil d'administration a émis des options aux employés. Ces options peuvent être exercées à tout moment. En vue de faciliter l'exercice de ces options par les employés de la société, le conseil d'administration a autorisé Monsieur Guy Harles, à comparaître, au nom et pour le compte du conseil d'administration, devant le notaire, pour constater l'exercice des options et pour modifier, consécutivement, les statuts de la société.

La société a reçu en date des 2 février 2004 et 11 février 2004 trois souscriptions en vue de convertir trente-six mille six cent soixante-six (36.666) options. Par conséquent, le capital souscrit est augmenté pour un montant de soixante-treize mille trois cent trente-deux euros (EUR 73.332,-) de son montant actuel jusqu'à soixante-trois millions huit cent soixante-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-huit euros (EUR 63.879.988,-) par l'émission de trente-six mille six cent soixante-six (36.666) actions, chacune ayant une valeur nominale de deux euros (EUR 2,-).

Conformément à l'article 5 des statuts, le droit de souscription préférentiel des anciens actionnaires a été supprimé.

Les actions nouvelles ont été souscrites comme suit:

- cinq mille (5.000) actions ont été souscrites par Monsieur Douglas Fulton, Managing Director, demeurant au 93 Ribbingintie, 01100 Östersundom, Finlande, pour un prix de dix-sept euros et soixante-dix cents (EUR 17,70) par action;

- six mille six cents soixante-six (6.666) actions ont été souscrites par Monsieur Lars Morlin, Chief Financial Officer, demeurant au Hästhagsgatan 7, 172 75 Sundbyberg, Suède, pour un prix de vingt-deux euros et quinze cents (EUR 22,15) par action;

- vingt-cinq mille (25.000) actions ont été souscrites par DAN FILM A/S, ayant son siège social au Indiakaj 12, 2100 Copenhague, Danemark, inscrite auprès de l'Agence danoise de Commerce et des Sociétés sous le numéro CVR n° 15287802, pour un prix de treize euros et trente-sept cents (EUR 13.37).

Les documents justificatifs de la souscription ont été présentés au notaire soussigné, qui le constate expressément.

Toutes ces actions ont été libérées en numéraire, de sorte que la somme totale de cinq cent soixante-dix mille quatre cent un euros et quatre-vingt-dix cents (EUR 570.401,90) se trouve à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné.

L'apport total de cinq cent soixante-dix mille quatre cent un euros et quatre-vingt-dix cents (EUR 570.401,90) consiste en soixante-treize mille trois cent trente-deux euros (EUR 73.332,-) de capital et en quatre cent quatre-vingt-dix-sept mille soixante-neuf euros et quatre-vingt-dix cents (EUR 497.069,90) de prime d'émission.

A la suite de l'augmentation de capital ainsi réalisée, l'article 5 des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le capital souscrit de la société est fixé à soixante-trois millions huit cent soixante-dix-neuf mille neuf cent quatre-vingt-huit euros (EUR 63.879.988,-) représenté par trente et un millions neuf cent trente-neuf mille neuf cent quatre-vingt-quatorze (31.939.994) actions, d'une valeur nominale de deux euros (EUR 2,-) chacune.

Le capital autorisé est fixé à cent cinquante millions d'euros (EUR 150.000.000,-) représenté par soixante-quinze millions (75.000.000) d'actions d'une valeur nominale de deux euros (EUR 2,-) chacune.

Pendant une période de cinq ans à partir de la date du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 5 décembre 2003, le Conseil d'Administration est généralement autorisé à émettre des actions et à consentir des options pour souscrire aux actions de la société, aux personnes et aux conditions que le conseil d'administration déterminera et plus spécialement de procéder à une telle émission sans réserver aux anciens actionnaires un droit préférentiel de souscription pour les actions à émettre.

Le capital souscrit et le capital autorisé de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La société peut, aux conditions et aux termes prévus par la loi, racheter ses propres actions.»



*Evaluation des frais*

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison de la présente augmentation de capital, est évalué approximativement à la somme de huit mille euros.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, la version anglaise fait foi.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: A. Gobert, J.-J. Wagner.

Enregistré à Esch-sur-Alzette, le 17 février 2004, vol. 883, fol. 36, case 5. – Reçu 5.704,02 euros.

Le Receveur (signé): Ries.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 11 mars 2004.

J.-J. Wagner.

(022554.3/239/163) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

---

**SBS BROADCASTING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1717 Luxembourg, 8-10, rue Mathias Hardt.

R. C. Luxembourg B 31.996.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 11 mars 2004.

J.-J. Wagner.

(022555.3/239/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

---

**RALUX HOLDING S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 23.166.

DISSOLUTION

In the year two thousand three, on the tenth day of December.

Before Maître Joseph Elvinger, notary residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

There appeared:

Miss Ariane Vigneron, private employee, residing in Esch-sur-Alzette,

«the proxy»

acting as a special proxy of ERRESCO N.V, a company with registered office at NL-2241 AE Wassenaar, 177, Deylerweg, registered at the companies register of Curacao Ned. Antilles, number 758.

«the mandator»

by virtue of a proxy under private seal given which, after having been signed ne varietur by the appearing party and the undersigned notary, will be registered with this minute.

The proxy declared and requested the notary to act:

I.- That the société anonyme RALUX HOLDING S.A., having its head office at L-2086 Luxembourg 23, avenue Monterey, registered in the Registre de commerce et des sociétés in Luxembourg, section B number 23.166, has been incorporated by deed enacted on the eighth of August 1985, published in the Mémorial C number 288 of the fifth of October 1985; that its Articles of Incorporation have been amended for the last time by deed enacted on the thirteenth of November 2001, published in the Mémorial C number 466 of the twenty third of March 2002

II.- That the subscribed share capital of the société anonyme RALUX HOLDING S.A. amounts currently to 31,500.- EUR, represented by 700 shares having a par value of 45.- EUR each, fully paid up.

III.- That the mandator declares to have full knowledge of the articles of association and the financial standings of RALUX HOLDING S.A.

IV.- That the mandator acquired all shares of the predesignated company and that as a sole shareholder declares explicitly to proceed with the dissolution of the said company.

V.- That the mandator declares that all the known debts have been paid and that he takes over all assets, liabilities and commitments, known or unknown of the dissolved company and that the liquidation of the company is terminated without prejudice as it assumes all its liabilities.

VI.- That the shareholder's register and all the shares of the dissolved company have been cancelled.

VII.- That the mandator fully discharges the board of directors, statutory auditor and managers for their mandate up to this date.

VIII.- That the records and documents of the company will be kept for a period of five years at the offices of the dissolved company.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document after having been read, the above mentioned proxy-holder signed with Us, the notary, the present original deed.

**Follows the translation in French of the foregoing deed, being understood that in case of discrepancy, the English text will prevail:**

**Suit la traduction en langue française du texte qui précède, étant entendu qu'en cas de divergence le texte anglais fait foi:**

L'an deux mille trois, le dix décembre.

Par devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Mademoiselle Ariane Vigneron, employée privée, demeurant à Esch sur Alzette

«le mandataire»

agissant en sa qualité de mandataire spécial de ERRESCO N.V. une société avec siège social à NL-2241 AE Wassenaar, 177, Deylerweg, inscrite au Registre de commerce de Curacao Antilles Néerlandaises case 758;

«le mandant»

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle, après avoir été signée ne varietur par le mandataire comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lequel comparant, agissant ès-dites qualités, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

I.- Que la société anonyme RALUX HOLDING S.A., ayant son siège social à L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey, inscrite au Registre de commerce et des sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 23.166, a été constituée suivant acte reçu le 8 août 1985 publié au Mémorial C numéro 288 du 5 octobre 1985; que ses statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu le 13 novembre 2001 publié au Mémorial C numéro 466 du 23 mars 2002.

II.- Que le capital social de la société anonyme RALUX HOLDING S.A., prédésignée, s'élève actuellement à 31.500,- EUR, représentés par 700 actions de 45,- EUR chacune, chacune intégralement libérée.

III.- Que son mandant déclare avoir parfaite connaissance des statuts et de la situation financière de la susdite société RALUX HOLDING S.A.

IV.- Que son mandant est devenu propriétaire de toutes les actions de la susdite société et qu'en tant qu'actionnaire unique il déclare expressément procéder à la dissolution de la susdite société.

V.- Que son mandant déclare que les dettes connues ont été payées et en outre qu'il prend à sa charge tous les actifs, passifs et engagements financiers, connus ou inconnus, de la société dissoute et que la liquidation de la société est achevée sans préjudice du fait qu'il répond personnellement de tous les engagements sociaux.

VI.- Qu'il a été procédé à l'annulation du registre des actionnaires et des actions de la société dissoute.

VII.- Que décharge pleine et entière est accordée à tous les administrateurs, commissaire de surveillance et directeurs de la société dissoute pour l'exécution de leurs mandats jusqu'à ce jour.

VIII.- Que les livres et documents de la société dissoute seront conservés pendant cinq ans aux bureaux de la société dissoute.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le mandataire prémentionné a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: A. Vigneron, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 19 décembre 2003, vol. 19CS, fol. 58, case 7. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 janvier 2004.

J. Elvinger

(022537.3/211/83) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

**LAMFIN S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 25, avenue de la Liberté.

R. C. Luxembourg B 51.643.

Le bilan au 31 octobre 2003, enregistré à Luxembourg, le 12 mars 2004, réf. LSO-AO02880, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

**AFFECTATION DU RESULTAT**

- Résultats reportés au 31 octobre 2003 . . . . .	768,47 EUR
- Résultat de l'exercice . . . . .	134.581,18 EUR
- Report à nouveau . . . . .	135.349,65 EUR

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 8 mars 2004.

Signature.

(022741.3//14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

**ANFE FINANCING INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.  
R. C. Luxembourg B 73.537.

Le bilan au 31 décembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 10 mars 2004, réf. LSO-AO02378, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mars 2004.

ANFE FINANCING INTERNATIONAL S.A.

Signatures

Administrateurs

(022544.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

---

**INRO FINANCE S.A., Société Anonyme Holding.**

Siège social: Luxembourg, 23, avenue Monterey.  
R. C. Luxembourg B 33.919.

Le bilan au 31 octobre 2002, enregistré à Luxembourg, le 10 mars 2004, réf. LSO-AO02381, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mars 2004.

INRO FINANCE S.A.

Signatures

Administrateurs

(022546.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

---

**ISIDOR INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2086 Luxembourg, 23, avenue Monterey.  
R. C. Luxembourg B 41.012.

Le bilan au 30 juin 2002, enregistré à Luxembourg, le 10 mars 2004, réf. LSO-AO02380, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 mars 2004.

ISIDOR INTERNATIONAL S.A.

Signatures

Administrateurs

(022547.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

---

**PRASTHAN INVESTMENTS S.A., Société Anonyme,  
(anc. PRASTHAN HOLDING S.A.).**

Siège social: L-2012 Luxembourg, 31, Grand-rue.  
R. C. Luxembourg B 71.149.

L'an deux mille quatre, le dix-neuf février.

Par devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme PRASTHAN HOLDING S.A., ayant son siège social à L-2012 Luxembourg, 31, Grand-Rue, R.C. Luxembourg section B numéro 71.149, constituée suivant acte reçu le 14 juillet 1999, publié au Mémorial C numéro 809 du 29 octobre 1999.

L'assemblée est présidée par Monsieur Willem Van Cauter, réviseur d'entreprises, demeurant à Mamer.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Hubert Janssen, juriste, demeurant à Torgny (Belgique).

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, qui sera signée, ci-annexée ainsi que les procurations, le tout enregistré avec l'acte.

II.- Il appert de la liste de présence que les 10.084 (dix mille quatre-vingt-quatre) actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

- 1.- Changement de l'objet social de Holding 29 en Soparfi et modification afférente de l'article 4 des statuts.
- 2.- Changement de la dénomination sociale de la société en PRASTHAN INVESTMENTS S.A. et modification afférente de l'article 1<sup>er</sup> des statuts.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide que la société abandonnera le statut fiscalement favorable d'une société holding 1929 et adoptera le statut d'une simple société de participations financières.

Par conséquent, l'assemblée décide de modifier l'article 4 des statuts (objet social) pour lui donner la teneur suivante:

«La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet, sans vouloir bénéficier du régime fiscal particulier organisé par la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés de participations financières.

La société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques ou financières en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à en faciliter l'accomplissement.

La société peut ouvrir des succursales à l'intérieur et à l'extérieur du pays.»

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide de changer la dénomination sociale de la société en PRASTHAN INVESTMENTS S.A. et de modifier par conséquent l'article 1<sup>er</sup> des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Il existe une société anonyme sous la dénomination de PRASTHAN INVESTMENTS S.A.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: W. Van Cauter, H. Janssen, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 23 février 2004, vol. 142S, fol. 60, case 11. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2004.

J. Elvinger.

(022559.3/211/53) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

**ADM LUXEMBOURG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.400,-.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 88.648.

In the year two thousand and four, on the fifth day of February.

Before Us Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

ADM HOLDINGS LLC, a limited liability company formed under the laws of Delaware, having its registered office at 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware, United States of America,

Here duly represented by Mr Jarrod Ruiz, undersigned, by virtue of a proxy given under private seal on February 4th, 2004.

The said proxy, signed *ne varietur* by the proxyholder of the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present Deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, through its proxyholder, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing party is the sole shareholder of the private limited liability company incorporated and existing under the laws of Luxembourg under the name of ADM LUXEMBOURG, S.à r.l., having its registered office is at 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Münsbach, (the «Company»), incorporated pursuant to a deed of Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg of August 5, 2002, published in the Mémorial C, Recueil no. 1471 of October 11, 2002.

II. The Company's share capital is currently fixed at twelve thousand four hundred Euros (EUR 12,400.-) represented by one hundred twenty-four (124) shares of one hundred Euros (EUR 100.-) each.

III. The appearing party has requested the undersigned notary to document the following resolutions:

*First resolution*

The sole shareholder resolved to transfer the Company's registered office from 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Münsbach to 25 A, boulevard Royal, 9th Floor, L-2449 Luxembourg with immediate effect.

*Second resolution*

Pursuant to the above transfer of the Company's registered office, the article 5, first paragraph, of the by-laws is amended and shall henceforth be read as follows:

«**Art. 5.** The registered office of the company is in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg).»

*Third resolution*

The sole shareholder also resolved to accept the resignation of the following manager of the Company with immediate effect:

- Mr Romain Thillens, licencié en sciences économiques, born in Luxembourg (Wiltz) on October 30, 1952, and residing at 10, avenue Nic.Kreins, L-9536 Wiltz.

*Fourth resolution*

The sole shareholder resolved to grant full discharge to the resigning manager, Mr Thillens, prenamed, for his mandate up to today's date.

*Fifth resolution*

The sole shareholder then resolved to appoint the following person as new manager of the company:

- Mr Michel van Krimpen, born in the Netherlands (Rotterdam) on February 19, 1968, and residing at 14, Rue Oster, L-8146 Bridel, Grand Duchy of Luxembourg.

*Sixth resolution*

The sole shareholder also resolved to determinate the mandate of the new manager, Mr Michel van Krimpen, prenamed, and to therefore appoint him for an unlimited period of time.

*Costs*

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne by the Company as a result of the present transfer of the registered office are estimated at one thousand Euros (EUR 1,000.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present Deed is worded in English followed by a French translation.

On request of the same appearing person and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

**Suit la traduction en langue française du texte qui précède:**

L'an deux mille quatre, le cinq février

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

ADM HOLDINGS LLC, une société à responsabilité limitée constituée suivant les lois de l'Etat du Delaware, ayant son siège social au 1209 Orange Street, Wilmington, Delaware, Etats Unis, dûment représentée à cet acte par Mr Jarrod Ruiz, soussigné, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 4 février 2004.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Laquelle comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. La comparante est la seule associée de la société à responsabilité limitée établie à Luxembourg sous la dénomination de ADM LUXEMBOURG, S.à r.l., ayant son siège social au 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Münsbach, («la Société»), constituée suivant acte de Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg le 5 août 2002, publié au Mémorial C, Recueil n° 1471 en date du 11 octobre 2002.

II. Le capital social de la Société est fixé à douze mille quatre cent Euros (EUR 12.400,-) divisé en cent vingt-quatre (124) parts sociales d'une valeur nominale de cent Euros (EUR 100,-) chacune.

Le comparant reconnaît être parfaitement au courant des décisions suivantes:

*Première résolution*

L'associée unique décide de transférer le siège social de la Société du 7, Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Münsbach au 25 A, boulevard Royal, 9<sup>ème</sup> étage, L-2449 Luxembourg, avec effet immédiat.

*Seconde résolution*

Suite au transfert de siège de la Société mentionné ci-dessus, le premier paragraphe de l'article 5 des statuts est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

«**Art. 5.** Le siège social est établi à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg).»

*Troisième résolution*

L'associé unique décide d'accepter la démission du gérant de la Société suivant avec effet immédiat:

- Monsieur Romain Thillens, licencié en sciences économiques, né à Luxembourg (Wiltz) le 30 octobre 1952, et demeurant au 10, avenue Nic.Kreins, L-9536 Wiltz.

*Quatrième résolution*

L'associé unique décide de donner totale décharge au gérant démissionnaire, Monsieur Thillens, prénommé, pour l'exercice de ses fonctions jusqu'à ce jour.

*Cinquième résolution*

L'associé unique décide de nommer la personne suivante aux fonctions de gérant de la Société:

- Monsieur Michel van Krimpen, né au Pays-Bas (Rotterdam) le 19 février 1968, et demeurant au 14, rue Oster, L-8146 Bridel.

*Sixième résolution*

L'associé unique décide de fixer le mandat du nouveau gérant, Monsieur Michel van Krimpen, prénommé, et par conséquent de le nommer pour une durée indéterminée.

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille Euros (EUR 1.000,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française.

A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont Procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire par son nom et prénom, état et demeure, il a signé ensemble avec nous notaire, le présent acte.

Signé: J. Ruiz, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 13 février 2004, vol. 142S, fol. 48, case 10. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 mars 2004.

J. Elvinger

(022556.3/211/109) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

**ARMATURES S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4392 Pontpierre, rue de Schiffflange.  
R. C. Luxembourg B 8.775.

L'an deux mille quatre, le dix-neuf février.

Par devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Se réunit l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société anonyme ARMATURES S.A., ayant son siège social à L-4392 Pontpierre, rue de Schiffflange, R.C. Luxembourg section B numéro 8.775, constituée suivant acte reçu le 13 décembre 1969, publié au Mémorial C numéro 43 du 16 mars 1970.

L'assemblée est présidée par Monsieur Jean-Luc Gaspard, directeur, demeurant à L-4450 Belvaux.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Patrick Van Hees, juriste à L-1450 Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Mademoiselle Rachel Uhl, juriste à L-1450 Luxembourg.

Le président prie le notaire d'acter que:

I.- Les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, qui sera signée, ci-annexée ainsi que les procurations, le tout enregistré avec l'acte.

II.- Il appert de la liste de présence que les 900 (neuf cents) actions, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

*Ordre du jour:*

1.- Conversion du capital social de la société de francs luxembourgeois (LUF) en euros (EUR) avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2001, en prenant en compte le taux de conversion LUF/EUR à la même date.

2.- Modification de l'article 5 (titre II) des statuts de la société relatif au capital social.

3.- Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'assemblée décide de supprimer transitoirement la désignation de valeur nominale des 900 (neuf cents) actions de la société et de changer la devise d'expression du capital social souscrit et de la comptabilité de francs luxembourgeois en euros au taux de conversion en zone Euro, tel que fixé officiellement le 31 décembre 1999 à EUR 1,-=LUF 40,3399.

Cette conversion est à considérer rétroactivement comme effective à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2001.

*Deuxième résolution*

L'assemblée décide d'augmenter le montant de EUR 1.115.520,86 résultant de la conversion à concurrence de EUR 479,14 afin de porter le capital souscrit à EUR 1.116.000,- (un million cent seize mille euros) sans création d'actions nouvelles, en transférant ledit montant des résultats reportés au capital souscrit et de restaurer la valeur nominale des actions à EUR 1.240,- (mille deux cent quarante euros).

Preuve de l'existence de résultats reportés disponibles a été donnée au notaire instrumentant.

*Troisième résolution*

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article cinq des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à la somme de EUR 1.116.000,- (un million cent seize mille Euros); il est représenté par 900 (neuf cents) actions d'une valeur nominale de EUR 1.240,- (mille deux cent quarante Euros) chacune.»

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de sept cents euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: J.-L. Gaspard, P. Van Hees, R. Uhl, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 23 février 2004, vol. 142S, fol. 60, case 7. – Reçu 12 euros.

*Le Receveur (signé): J. Muller.*

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 mars 2004.

*J. Elvinger.*

(022557.3/211/54) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

---

**RIC FRENCH PROPERTIES PARTNERSHIP S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 3, rue des Bains.

R. C. Luxembourg B 89.299.

Il résulte de la décision unique du conseil d'administration de la société du 11 février 2004 que la société a transféré son siège social à l'adresse suivante: 3, rue des Bains, B.P. 848, L-2018 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 18 février 2004.

*Pour la société*

*Signature*

*Un mandataire*

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2004, réf. LSO-AO00069. – Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): D. Hartmann.*

(022327.3/000/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2004.

---

**RIC FRENCH PROPERTIES PARTNERSHIP S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg, 3, rue des Bains.

R. C. Luxembourg B 89.299.

Il résulte de l'assemblée générale tenue le 25 février 2004 que les décisions suivantes ont été adoptées:

- Il est mis fin au mandat de commissaire aux comptes de la société CORPORATE FINANCE BUSINESS LIMITED;

- La société MILKYWAY GROUP Inc., dont le siège social se situe à Arango-Orillac Building, 2nd Floor, 54th Street, Panama, République du Panama, inscrite au Registre du commerce de Microjacket sous le numéro 443540, Document 551935, est nommée commissaire aux comptes jusqu'à l'assemblée générale annuelle statuant sur les comptes clos en 2008.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 25 février 2004.

*Pour la société*

*Signature*

*Un mandataire*

Enregistré à Luxembourg, le 1<sup>er</sup> mars 2004, réf. LSO-AO00072. – Reçu 14 euros.

*Le Receveur (signé): D. Hartmann.*

(022328.2//19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2004.

---

**PAN AFRICAN INVESTMENT HOLDINGS, Société Anonyme Holding.**

Siège social: L-2227 Luxembourg, 29, avenue de la Porte-Neuve.

R. C. Luxembourg B 22.237.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 15 mars 2004, réf. LSO-AO2942, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 mars 2004.

*Signature.*

(022726.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

---

**AUGUSTUS INCENTIVE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg.  
R. C. Luxembourg B 89.582.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 1999, enregistrés à Luxembourg, le 3 mars 2004, réf. LSO-AO00491, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(022044.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2004.

---

**AUGUSTUS INCENTIVE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg.  
R. C. Luxembourg B 89.582.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2000, enregistrés à Luxembourg, le 3 mars 2004, réf. LSO-AO00502, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(022043.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2004.

---

**AUGUSTUS INCENTIVE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg.  
R. C. Luxembourg B 89.582.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2001, enregistrés à Luxembourg, le 3 mars 2004, réf. LSO-AO00513, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(022039.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2004.

---

**AUGUSTUS INCENTIVE S.A., Société Anonyme.**

Siège social: Luxembourg.  
R. C. Luxembourg B 89.582.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2002, enregistrés à Luxembourg, le 3 mars 2004, réf. LSO-AO00515, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(022036.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 mars 2004.

---

**P.C.I. SERVICES, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 7, Grand-rue.  
R. C. Luxembourg B 84.447.

—  
Le bilan établi au 31 décembre 2003, enregistré à Luxembourg, le 12 mars 2004, réf. LSO-AO02829, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 mars 2004.

Pour P.C.I. SERVICES, S.à r.l.  
FIDUCIAIRE FIDUFISC S.A.

Signature

(022560.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2004.

---